

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉHABILITATION
DES COMMERÇANTS

En Faillite ou en Liquidation judiciaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Samedi 2 Juillet 1904, à 3 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

Paul LEMASSON

CAEN

IMPRIMERIE-RELIURE V. A. DOMIN

RUE DE LA MONNAIE

—
1904

DE LA RÉHABILITATION DES COMMERÇANTS

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉHABILITATION
DES COMMERÇANTS

En Faillite ou en Liquidation judiciaire

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Samedi 2 Juillet 1904, à 3 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

Paul LEMASSON



CAEN

IMPRIMERIE-RELIURE V^o A. DOMIN
RUE DE LA MONNAIE

1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1903-1904

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱. I. ✱.), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱. I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ✱), ancien Ministre de la Justice, professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Législation financière*.

MM. CABOUAT (I. §), professeur de *Droit international public* et *privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. §), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. §), professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire de Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel* et chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

GILLET, (I. §), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE ;
DEBRAY, *professeur* ;
ASTOUL, *professeur*.

INTRODUCTION

Les différentes dispositions dont l'ensemble constitue la législation des faillites avaient été inspirées par le désir de protéger les intérêts des créanciers du failli.

C'est à cette idée qu'il faut rattacher la réhabilitation telle qu'elle était organisée par le code de commerce; et la loi du 28 mai 1838 qui modifia en cette matière le code de 1807 n'y apporta que de légères atténuations. Le législateur estimant que l'état de faillite entache l'honneur du commerçant, voulant l'engager à faire tous ses efforts pour éviter cette situation, frappait le failli de nombreuses déchéances.

C'est ainsi que le failli n'est pas électeur ni éligible à la Chambre (1), au Sénat (2), aux Conseils généraux (3), aux Conseils d'arrondissements (4), aux Conseils municipaux (5). Il ne

(1) et (2) Décret du 2 février 1852, art. 15, 17° et 26, loi du 9 décembre 1884, art. 4.

(3) Loi du 10 août 1871, art. 5 et 6.

(4) Constit. du 22 frimaire an VIII et loi du 10 août 1871 art. 5.

(5) L. du 5 avril 1884, art. 14 et 32.

peut faire partie d'un jury (1). D'autre part, il ne peut être élu Juge consulaire (2), ni Membre d'un Conseil de prud'hommes (3), d'une Chambre de Commerce (4) ou d'une Chambre consultative des Arts et Manufactures.

Enfin le failli ne peut être témoin dans un acte notarié (sauf dans un testament) (5). Il ne peut être Officier ministériel (notaire) (6), courtier privilégié, agent de change, etc. (7). Sa signature n'est pas admise à l'escompte de la Banque de France (8). Il ne peut se présenter à la Bourse (9). S'il était décoré de la médaille militaire ou de la Légion d'honneur, il ne peut exercer les droits attachés à cette qualité (10). Il ne peut même pas porter les insignes de ces ordres ni des ordres étrangers.

Nous ne pouvons terminer l'étude des déchéances dont sont frappés les faillis, sans examiner une controverse qui s'est élevée sur le

(1) C. Inst. crim., art. 381.

(2) L. 8 décembre 1883, art. 2, 8^o et 8.

(3) L. 1^{er} juin 1853, art. 6.

(4) L. 8 déc. 1883, art. 20.

(5) L. 25 ventôse an XI, art. 9. C. civ., art. 980.

(6) L. 25 ventôse an XI, art. 35.

(7) C. com., art. 83.

(8) D. du 16 janvier 1803, art. 50.

(9) C. com., art. 613.

(10) Déc. 24 nov. 1852, art. 2 et 7; Déc. du 16 mars 1852, art. 39.

point de savoir si un failli non réhabilité peut être gérant d'un journal.

La difficulté provient de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 dont l'art. 6 dispose que *le gérant devra être Français, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire.*

Les cours d'appel avaient primitivement posé en principe que le failli n'est pas incapable d'être gérant d'un journal ou de tout autre écrit périodique. (1) Toute disposition établissant une déchéance, disaient elles, doit être interprétée restrictivement.

Or la loi du 29 juillet 1881 n'interdit la gérance des journaux qu'aux individus privés de leurs droits civiques *par une condamnation judiciaire.* Le mot condamnation suppose une infraction et une répression et ne saurait, par suite, être appliqué au jugement déclaratif de faillite qui est exclusif de toute idée de répression. Du reste en matière de déchéances dérivant de la faillite, le législateur a toujours employé un langage marquant nettement son intention de les distinguer de la déchéance des droits civiques résultant d'une condamnation.

(1) Paris, 12 juin 1886, Sir. 1887, 2, 189; Caen, 24 mars 1887. D. 1887, 2. 281.

La Cour de cassation appelée à se prononcer sur la question, toutes chambres réunies jugea en sens contraire (1)

Elle se basait sur ce que la loi du 29 juillet 1881 art. 6, n'implique pas de distinction à faire entre les décisions de la justice civile et celles de la justice criminelle.

L'art. 6 de cette loi provenait de la loi du 17 juin 1880 sur le colportage, qui déclarait que pour être colporteur il ne fallait pas être privé de ses droits civils ni de ses droits politiques.

La formule de la loi de 1881 avait pour but de dissiper le doute qui pouvait s'élever sur le point de savoir si les femmes pouvaient exercer le colportage et non pas de permettre aux faillis d'être gérants de journaux.

Nous partageons totalement l'opinion de la Cour suprême. Nous croyons même pouvoir ajouter à l'appui de cette théorie, un argument qui, à nos yeux, ne manque pas de valeur.

Même en admettant qu'un jugement ayant un caractère répressif soit nécessaire pour interdire à une personne la gérance d'un journal, le système des Cours d'appel serait encore défectueux. Il n'est pas téméraire, en effet, d'affirmer que le jugement déclaratif de faillite, sans être prononcé par une juridiction répressive, ne laisse pas de

(1) Cass. ch. réunies, 22 juin 1887, D. 1881, 1, 281.

présenter un certain caractère de pénalité. Nous venons de le dire à propos des autres déchéances et il est inutile d'y revenir.

A l'état de faillite est attaché un autre effet : le jugement déclaratif est inscrit au casier judiciaire. Ce n'est pas à proprement parler une déchéance, mais c'est du même ordre d'idées. C'est pour ce motif que nous croyons devoir en parler ici.

Telles sont les déchéances que le législateur de 1804 avait attachées à l'état de faillite.

Il faut se garder de les confondre avec les effets se rattachant au dessaisissement. Ceux-ci, en effet, sont les effets de la faillite, quant aux biens du failli. Ils prennent fin par le concordat ou la clôture de l'union, c'est-à-dire lorsque le failli est remis à la tête de son patrimoine ou lorsque les biens sont épuisés : ils n'ont plus alors de raison d'être. Il n'en sera pas question dans ce travail.

Les déchéances que nous venons d'étudier sont au contraire les effets de la faillite quant à la personne du failli. C'est en quelque sorte un châtiment que la loi impose à celui qui n'a pas tenu ses engagements commerciaux, et ce châtiment subsiste alors même que la faillite est terminée. Ni le concordat, ni la clôture de l'union n'ont d'influence sur ces déchéances, et seule la réhabilitation y peut mettre fin.

D'une part donc, le législateur frappait le failli de déchéances graves, et d'autre part, pour l'inciter à désintéresser ses créanciers, même lorsqu'il avait obtenu par un concordat la remise partielle de ses dettes, il lui offrait la réhabilitation.

Procurer aux créanciers leur paiement intégral, tel était en effet le but principal de cette institution, et le désir d'adoucir le sort des faillis n'y intervenait que pour une faible partie.

Mais de nos jours, les grandes idées d'humanité, dont nos législateurs parlent si souvent tout en se laissant rarement guider par elles, inspirent parfois des adoucissements à la sévérité d'antan.

On s'est dit que le failli peut bien n'être pas un coupable, mais une victime, que souvent on ne saurait le taxer même d'imprudence, et l'on a voulu améliorer le sort de celui que M. Charmolu n'a pas craint d'appeler *un paria* ! (1)

Le premier pas dans cette voie fut fait par la loi du 4 Mars 1889 qui nous a donné la liquidation judiciaire.

Aux termes de l'art. 21 de cette loi, le liquidé *ne peut être nommé à aucune fonction élective ; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire*. Ainsi donc il reste élec-

(1) A. Charmolu *Le Paria*, étude juridique et critique de la situation du failli en France (1900).

teur; toutefois, il ne pourrait être électeur sénatorial, ces électeurs étant eux-mêmes des élus. En ce qui concerne les autres déchéances auxquelles est soumis le failli, il faut, pour savoir si elles sont applicables au liquidé, faire la distinction suivante: Sont-elles prévues par le Code de Commerce? Elles sont applicables au liquidé en vertu de l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889. Si, au contraire, elles sont établies par des lois spéciales, elles ne doivent pas être appliquées, en vertu du principe que toute déchéance est de droit étroit. Les déchéances prévues par le code de commerce étant seules visées par l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889, ce serait interpréter ce texte d'une manière extensive que de l'appliquer aux autres déchéances.

Par suite, s'il faut admettre que le liquidé ne peut être agent de change, ni courtier privilégié (art. 83, c. com.), qu'il ne peut se présenter à la Bourse (art. 613, c. com.), il faut décider qu'il peut être témoin dans un acte notarié, juré, etc. (1). Les jugements déclaratifs de liquidation judiciaire ne sont pas mentionnés au bulletin n° 3 du casier judiciaire (2). Il en est de même des

(1) En ce qui concerne la réhabilitation, la situation du liquidé est exactement la même que celle du failli; aussi faut-il entendre comme s'appliquant également aux liquidés ce que nous disons des faillis en général.

(2) L. du 5 août 1899 (art. 7, 7°). — Le bulletin n° 2 est

jugements déclaratifs de faillites, quand le failli a été déclaré excusable ou a obtenu un concordat homologué (1).

Cette loi améliore donc notablement la condition des commerçants qui en obtiennent le bénéfice, puisqu'elle restreint considérablement les déchéances qui les frappent. De plus, ses dispositions transitoires (2) permettent d'en étendre le bénéfice au failli dont le concordat n'a pas encore été homologué et au failli dont la demande en excusabilité n'a pas encore été jugée par le jugement qui statue sur ces demandes. Aucun délai n'ayant été fixé par la loi de 1889, ces dispositions sont encore applicables. Elles sont également applicables à tout ancien failli qui a obtenu un concordat ou une déclaration d'excusabilité. Il suffit dans ces derniers cas de présenter au tribunal une requête qui doit rester affichée pendant quinze jours dans l'auditoire (où personne ne la lit), après quoi le jugement est prononcé et n'est susceptible d'aucun recours. Toutefois la loi du 4 mars 1889 ne touchait en rien à la réhabilitation qui continua donc de subsister telle qu'elle était auparavant.

celui qui est délivré à la personne qu'il concerne, et, par suite, celui qu'elle produit à ceux qui réclament des renseignements sur son casier judiciaire.

(1) L. du 5 août 1899 (art. 6 et 7, 7^o).

(2) L. du 4 mars 1889, art. 25.

Enfin, le 15 février 1900, une proposition de loi sur la réhabilitation, était déposée au Sénat par MM. Bérenger, Demôle, Garreau, Edouard Millaud, Velten, Guyot, sénateurs. (*J. Off.* du 29 mars 1900, Documents parlementaires, Sénat, annexe n° 16). Un rapport sommaire était déposé par M. Samary, le 31 mars 1900 (*J. Off.* du 23 août 1900, annexe n° 128) et le 5 avril suivant, le Sénat votait la prise en considération de la proposition de loi. (*J. Off.* du 6 avril 1900, Séances du Sénat). Le 24 décembre 1900, celle-ci était l'objet d'un rapport fait par M. Bérenger (*J. Off.* du 3 février 1901, annexe n° 430) et le Sénat la discutait le 3 juillet 1901, (première délibération et discours de M. Bérenger, *J. Off.* du 4 juillet 1901, Sénat) et les 15, 22, 26 et 29 novembre (deuxième délibération, *J. Off.* des 16, 23, 27 et 30 novembre 1901, Sénat) puis l'adoptait le 29 novembre 1901 (*J. Off.* du 30). Le 5 décembre 1900 on la transmettait une première fois à la Chambre des députés à laquelle elle était transmise de nouveau le 12 juin 1902 (*J. Off.* du 5 janvier 1902, Chambre, annexe n° 2.812, et du 6 juillet 1902, annexe n° 46). Le rapport était déposé par M. Octave Lauraine, député, le 25 juin 1903 (*J. Off.* des 5 et 12 octobre 1903, annexe n° 1081) et dans sa séance du 15 décembre 1903 (*J. Off.* du 16 décembre 1903, Chambre) la Chambre adoptait, sans discussion cette pro-

position qui est devenue la loi du 30 décembre 1903.

Nous diviserons cette étude en deux parties. Dans la première, nous étudierons la réhabilitation telle qu'elle a existé jusqu'à notre époque.

Dans la deuxième, nous examinerons la loi nouvelle en appréciant la valeur des modifications qu'elle apporte à la précédente législation et en la comparant avec elle.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉHABILITATION

Sous l'empire du Code de Commerce

(*Loi du 28 Mai 1838*)

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS

On voulait engager le failli à multiplier les efforts et les sacrifices pour arriver à désintéresser intégralement tous ses créanciers. Aussi la réhabilitation, qui tendait principalement à ce but, devait-elle, pour être vraiment efficace, faire cesser toutes les déchéances sans exception.

C'est ainsi d'ailleurs qu'elle est organisée dans le Code de Commerce. Il est vrai que l'on ne trouve nulle part cette règle formulée en termes exprès. Mais plusieurs textes (1), en établissant des déchéances, expriment en même temps que, seuls, les faillis non réhabilités y sont soumis. Il

(1) C. com., art. 83, 613, 619, 5°. — C. instr. crim., 382, 9°.

ne faut pas hésiter à appliquer cette règle, qui est de l'essence même de la réhabilitation, aux autres déchéances. La question n'est pas discutée, aussi n'insisterons-nous pas.

Le Code de Commerce exige deux conditions pour la réhabilitation : il veut que le failli ait payé toutes ses dettes, et qu'il ne soit pas indigne d'être réhabilité.

I

Il faut que le failli ait intégralement acquitté ses dettes en capital, intérêts et frais. Peu importe d'ailleurs le mode de paiement, pourvu que les créanciers aient été entièrement désintéressés.

C'est dire que si la compensation, la confusion, la dation en paiement doivent être admises, il n'en saurait être de même pour la novation ou la prescription. Nover, en effet, c'est substituer une dette à une autre, mais ce n'est pas payer.

Quant à la prescription, il est à peine utile de faire remarquer que le failli ne saurait prétendre qu'en l'invoquant il a payé ses créanciers.

Mais il reste une autre question, sur laquelle les auteurs sont loin d'être d'accord : le failli peut-il se prévaloir d'une remise de dette, pour obtenir la réhabilitation ?

Ecartons d'abord le cas où un concordat a été accordé. Evidemment le failli a obtenu une re-

mise partielle de ses dettes, mais les créanciers ne l'auront accordée, pour ainsi dire, que le couteau sous la gorge, c'est-à-dire pour éviter des frais, pour obtenir une somme plus élevée que celle qu'ils pourraient obtenir par l'union.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que l'unanimité n'est pas requise pour que le concordat soit accordé : il suffit que la majorité des créanciers se soit prononcée pour l'affirmative. On ne peut donc dire que la minorité ait fait remise de dette. Le failli cesse d'être tenu civilement : il l'est encore moralement.

Or, avant de lui accorder la réhabilitation, le législateur veut qu'il ait exécuté cette obligation naturelle.

Mais supposons une remise de dette consentie au failli dans un esprit de libéralité. . . .

Certains auteurs (1) ne permettent pas au failli de s'en prévaloir, et soutiennent que celui qui a obtenu une remise n'a pas acquitté réellement sa dette.

Nous croyons au contraire, avec MM. Lyon-Caen et Renault (2), que la remise volontaire doit être assimilée au paiement. La remise de dette est une sorte de donation, et nous ne voyons

(1) Renouard, *Traité des Faillites*, t. 2, p. 511. Dalloz, *Rép.* n° faillite, n° 1493. — Rennes, 12 septembre 1846, D. 1851, 2, 132.

(2) *Traité de droit commercial*, VIII, n° 892.

nulle part de texte qui interdise au failli de recevoir une donation individuelle de l'un de ses créanciers. Mais dira-t-on, la loi exige que le failli paie réellement tous ses créanciers ; or le créancier qui fait remise de sa créance, ne reçoit pas un paiement réel. Il est vrai. Mais supposons un instant que le failli paie en espèces la somme due et retire une quittance. Aussitôt après, le créancier fait dresser un acte par lequel il donne au failli une somme égale à celle qu'il vient de recevoir. L'opération est valable : il n'y a pas d'autres déchéances de recevoir à titre gratuit que celles qui sont expressément formulées par un texte, et ce serait en créer une que de déclarer cette donation nulle. — Pourquoi vouloir empêcher d'effectuer directement par une remise de dette ce que l'on est forcé de laisser faire indirectement par les deux opérations précitées ?

Supposons une créance de 10,000 fr. dont le failli est resté débiteur envers l'un de ses créanciers. Ce dernier dans une intention de libéralité fait remise de la dette... Que s'est-il passé ?

Le créancier a fait donation de 10,000 fr. et le failli étant débiteur d'une somme égale, aussitôt que les deux obligations ont coexisté, elles se sont éteintes par compensation, laquelle n'a d'autre but que d'éviter un double paiement et met les parties dans la même situation que si les deux paiements avaient été vraiment effectués.

Nous trouvons d'ailleurs dans l'art. 623, al. 3, C. inst. crim., un puissant argument d'analogie en faveur de cette doctrine. Ce texte dispose que le condamné pour banqueroute frauduleuse qui veut obtenir sa réhabilitation pénale *doit justifier du paiement du passif de la faillite en capital et frais ou de la remise qui lui en a été faite*.

Si sur ce point nous nous éloignons du système adopté par les auteurs et arrêts précités, nous y revenons pour écarter toute remise de dette faite au failli par ses créanciers collectivement. Une pareille remise nous semble éminemment suspecte. Elle n'a vraisemblablement été concédée que sur de nouveaux engagements. Elle perd le caractère de libéralité qui nous fait admettre la remise individuelle pour prendre l'aspect d'un concordat déguisé et nous n'hésitons pas à la repousser.

Nous avons dit plus haut que le failli doit acquitter toutes ses dettes, civiles et naturelles ; il ne s'agit, bien entendu, que de celles qui faisaient partie du passif de la faillite.

D'ailleurs, le failli reste libre de refuser le paiement de certaines dettes, pourvu que les moyens qu'il invoque ne soient pas fondés sur l'état de faillite.

Ainsi il ne pourrait opposer les art. 446 et suivants pour éviter un paiement, alors même qu'en vertu de ces articles, le créancier n'aurait

pas été admis à produire dans la masse. D'ailleurs l'article 446 n'a effet qu'à l'égard de la masse. Ainsi encore le failli qui a obtenu dans son concordat une remise de 30 %, devrait payer le capital en entier, sans pouvoir se réclamer du concordat.

Il ne suffit pas au failli d'avoir acquitté ses dettes en capital : il doit aussi payer tous les intérêts, aussi bien ceux qui couraient de plein droit ou en vertu d'une convention, que les intérêts moratoires. Cela s'applique sans difficulté aux intérêts qui avaient commencé à courir avant le jugement déclaratif : le failli doit payer non seulement les intérêts échus lors de la déclaration de faillite, mais aussi ceux qui ont couru depuis cette époque jusqu'au jour du paiement.

Le failli ne pourrait, pour se soustraire au paiement de ces derniers, invoquer l'art. 445 C. Com., ce texte arrêtant le cours des intérêts à l'égard de la masse seulement.

Mais on s'est demandé si le failli devait des intérêts à raison des créances qui n'en étaient pas productives avant la faillite.

On a dit que les intérêts couraient alors de plein droit à partir du jugement déclaratif, lorsqu'il s'agissait de créances alors échues, à partir de l'échéance, pour les créances non

échues à cette époque (1). L'art. 1153 du c. civ. disent les partisans de ce système, cesse d'être applicable en cas de faillite. Le jugement déclaratif enlevant au créancier tout droit individuel de poursuite, celui-ci ne saurait être astreint à la demande en justice ou à la sommation exigées par l'article précité pour le cours des intérêts (2). D'ailleurs la condition indispensable d'une réhabilitation est que les créanciers se trouvent remis exactement au même état où ils seraient, si leur débiteur n'avait pas suspendu ses paiements. D'où il suit que les intérêts de chaque créance doivent être payés jusqu'au jour du remboursement, sans quoi les créanciers resteraient en perte, de la jouissance du capital depuis son exigibilité » (3).

De plus le jugement déclaratif équivaut lui-même à une mise en demeure suffisante et enfin il serait d'autant moins admissible que l'on pût se prévaloir de l'absence d'un acte extra-judiciaire ou d'une demande en justice, que l'ouverture de la faillite les rendrait l'un et l'autre frustatoires et inutiles.

(1) Bédarride, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. 3, n° 1311. — Bravard et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. 6, p. 157. — Douai, 12 mars 1875, D. 1875, 2, 89, et 26 décembre 1877, D. 1878, 2, 38. Comp. Cass., 17 janvier 1893, D. 93, 1, 537, et note de Boistel.

(2) I. du 27 avril 1900.

(3) Douai, 12 mars 1875. V. note précédente.

A ces arguments qui ne laissent pas d'être d'un certain poids, nous répondrons : Un texte formel seul peut déroger à une règle de droit commun. Or le droit commun pour le cours des intérêts, est l'art. 1153, C. civ. Ce texte ne fait courir les intérêts qu'à dater d'une sommation ou d'une demande en justice. On ne peut donc pas, sans violer le principe que nous venons d'énoncer, attacher cet effet au jugement déclaratif de faillite, auquel aucun texte spécial ne l'accorde. Considérons aussi que cet effet que l'on voudrait faire produire à la déclaration de faillite est absolument contraire à celui qu'elle produit en vertu de l'art. 445, C. com. Ainsi dans un cas, elle arrêterait le cours des intérêts même à l'égard des créances qui en produisaient, et dans l'autre elle ferait courir l'intérêt même des créances qui n'en produisaient pas par elles mêmes !

Ajoutons enfin que la théorie adverse conduirait logiquement à des résultats devant lesquels ses partisans eux-mêmes ont du reculer. Si les intérêts de toute créance sont dus en vertu du jugement déclaratif de faillite, considéré comme mise en demeure, il faut décider que le failli demandeur en réhabilitation doit acquitter les intérêts même des dettes non encore échues à l'époque de sa demande !

Supposons une déclaration de faillite du 2 jan-

vier 1894. Après la clôture, le failli est resté débiteur, entre autres dettes, d'une somme de 10,000 fr., non productive d'intérêts et ne venant à échéance que le 1^{er} août 1904. Le 2 janvier 1904 il a introduit une demande en réhabilitation après avoir, le 31 décembre 1903, achevé de désintéresser tous ses créanciers, y compris celui auquel il devait rembourser 10,000 fr. le 1^{er} août suivant. — Le système que nous combattons conduirait à obliger ce failli à payer les intérêts de 10,000 fr. du 2 janvier 1894 au 31 décembre 1903, jour où il a remboursé le capital! Ainsi il devrait des intérêts moratoires à raison d'une dette payée avant l'échéance! Et qu'on ne vienne pas nous dire que la théorie précisée n'entraîne pas cette conséquence. En effet, l'art. 444 c. com. dispose que le jugement déclaratif rend exigibles, à l'égard du failli, les dettes non échues, et ce, sans distinction aucune. Si ce jugement vaut mise en demeure pour les intérêts, c'est nécessairement à l'égard de toutes les dettes exigibles, par suite même en ce qui concerne les dettes non échues.

Nous avons dit que la jurisprudence et les auteurs cités n'acceptent pas cette conséquence de leur doctrine. Ils distinguent suivant qu'il s'agit de dettes échues ou de dettes non échues, et décident que dans le premier cas seulement, les intérêts sont dus à dater du jugement déclaratif.

Dans le deuxième cas, les intérêts ne sont dus qu'à dater de l'échéance.

Voilà donc une prétendue mise en demeure ne produisant d'effets qu'à une époque éloignée de celle où elle est intervenue ! C'est, on le voit, l'arbitraire le plus absolu, doublé du plus complet manque de logique. Ajoutons que les principes les plus importants sont foulés aux pieds : c'en est assez, croyons-nous, pour disqualifier une théorie. La conclusion que nous tirerons de cette discussion, c'est que le failli demandeur en réhabilitation doit acquitter les intérêts échus lors de la déclaration de faillite, ceux qui ont couru depuis cette date jusqu'à celle du paiement, si les dettes en étaient productives par elles-mêmes ou en vertu d'une convention, et, si les dettes n'en étaient pas productives, ceux qui auraient été l'objet d'une demande en justice ou d'une sommation dans les termes du nouvel art. 1153, C. civ.

Il nous reste, au sujet des intérêts, à étudier une dernière question : le failli, qui veut obtenir sa réhabilitation, doit-il acquitter les intérêts des intérêts de ses dettes ? On serait tenté de penser, au premier abord, que cette question n'a même pas pu prendre naissance. L'affirmative semble si révoltante, en contradiction si évidente avec l'équité et aussi avec les textes, qu'on pourrait être tenté de douter qu'elle ait jamais pu trouver des partisans.

Et cependant la pratique constante des parquets était anciennement d'exiger les intérêts capitalisés. Les arguments invoqués étaient d'ailleurs assez faibles. C'est d'abord le principe de la mise en demeure résultant du jugement déclaratif..... Nous venons de démontrer le peu de fondement de cet argument et n'avons pas à y revenir.

On ajoute que c'est indispensable pour placer les créanciers dans la situation où ils se trouveraient s'ils avaient été payés exactement : ils auraient pu placer et le capital et les intérêts (1).

L'art. 604 c. com. n'impose pas au failli l'obligation de payer les intérêts des intérêts. Dans le silence de la loi spéciale c'est le droit commun qui doit être appliqué. Or, que dit le code civil ? L'art. 1154 ne permet la capitalisation des intérêts que lorsqu'ils sont dus au moins pour une année entière. De plus, il exige qu'une convention spéciale soit intervenue ou une demande en justice formée à cet effet.

La jurisprudence des parquets aboutit à une violation manifeste de ces deux règles, puisqu'elle fait courir de plein droit l'intérêt des intérêts sans demande spéciale et qu'elle arrive à capitaliser par anticipation et sans que les intérêts soient dûs pour une année entière.

(1) D. 1875, 2, 89. Note de M. de Folleville.

D'ailleurs on arrive par là à mettre le créancier qui reçoit l'intérêt capitalisé dans une situation meilleure que si le débiteur n'avait pas été mis en faillite. Qu'aurait-il fait des intérêts qui lui étaient dûs s'il les avait touchés régulièrement? Il les aurait bien probablement consommés, la consommation étant la véritable destination des intérêts. Le voilà donc enrichi contrairement aux intentions du législateur! Ce système enfin est une aggravation notable d'une législation déjà très dure; aussi ne doit-on pas hésiter à le rejeter pour s'en tenir au système du Code civil.

Il ne suffit pas au failli d'acquitter ses dettes en capital et intérêts : il doit aussi rembourser à ses créanciers tous les frais qu'ils avaient fait légitimement avant l'ouverture de la faillite et ceux que la faillite a entraînés et que la masse a acquittés, art. 604, C. com. Le législateur considère ici comme toujours que les frais faits pour la conservation de la créance deviennent un accessoire légitime de cette créance.

Il peut arriver que le failli ne retrouve pas tous les créanciers qu'il doit désintéresser. Dans ce cas, le failli peut recourir à la formalité des offres réelles suivies de consignation, ou même de la simple consignation.

Tout le monde admet, en effet, que si un créancier opposant conteste la consistance de la

dette, le failli peut être autorisé à consigner. Cet expédient doit être admis à fortiori lorsque le domicile et même l'existence d'un créancier sont absolument ignorés.

Le failli demandeur en réhabilitation doit justifier du paiement intégral de tout ce qu'il doit, de quelque manière que ce soit, comme débiteur principal ou comme caution. A-t-il endossé un effet de commerce? Il doit justifier que le porteur a été intégralement payé. A cette idée se rattache la disposition contenue dans le deuxième alinéa de l'art. 604, C. com. Cette disposition, introduite par la loi du 28 Mai 1838, que rendait nécessaire la faculté d'accorder un concordat particulier à un ou plusieurs membres d'une société en faillite est ainsi conçue : *Il (le failli) ne pourra l'obtenir (la réhabilitation), s'il est l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées, en principal, intérêts et frais, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.*

C'est une application des principes de la solidarité, application fort rigoureuse et quelque peu en désaccord avec l'art. 531, dernier alinéa, C. com. qui décharge de toute solidarité l'associé qui obtient un concordat spécial.

Bien entendu il n'est pas nécessaire que l'associé demandeur en réhabilitation ait acquitté lui-

même toutes les dettes de la société, mais il doit avoir payé au moins la part qu'il doit supporter définitivement dans les dettes sociales.

Autrement ses associés pourraient recourir contre lui, et il ne pourrait pas soutenir que toutes ses dettes sont acquittées.

II

Nous arrivons maintenant à la deuxième condition exigée, par le code de commerce, pour la réhabilitation, à savoir que le failli n'appartienne pas à la catégorie des personnes que la loi elle-même déclare indignes de l'obtenir. L'art. 612 C. com. en donne l'énumération et en vertu du principe que tout texte établissant une déchéance est de stricte interprétation, il faut décider que cette énumération est limitative.

Nous y trouvons en première ligne le banqueroutier frauduleux. Non content de le déclarer incapable d'obtenir un concordat (c. com. art. 510) et d'annuler celui que le banqueroutier aurait obtenu (c. com. art. 520 et suivants), non content d'interdire qu'il soit déclaré excusable (c. com. art. 540), le code de commerce dispose aussi qu'il ne pourra être réhabilité (c. com. art. 612). Sans doute lorsqu'il aura subi la peine à laquelle il aura été condamné en vertu de l'art. 402 c. pén., il pourra obtenir sa réhabilitation

criminelle, s'il se trouve dans les conditions exigées par la loi, mais il restera exclu de la réhabilitation commerciale. Pour lui accorder la première, la loi exige qu'il ait rempli la condition la plus importante de celles exigées pour la réhabilitation commerciale: il doit justifier du paiement du passif de sa faillite en capital et frais, ou de la remise qui lui en a été faite (c. inst. crim. art. 623, 3^{me} alin.). Et cependant la réhabilitation commerciale lui sera refusée après comme avant sa réhabilitation pénale.

« Si les auteurs du Code de commerce, disent MM. Griolet et Vergé, se sont montrés si rigoureux dans la détermination des conséquences que devait entraîner l'état de faillite, aggravé d'une condamnation imprimant au failli une tache de déshonneur, c'est qu'ils ont évidemment cédé à cette pensée qu'il y aurait quelque chose d'exorbitant à ce qu'un ancien banqueroutier frauduleux, quelque réhabilité qu'il pût être, un voleur, un escroc, put faire partie, un jour, d'un Tribunal, d'une Chambre de commerce, qu'il convenait de garantir et de sauvegarder les sentiments d'honneur étroit et de probité sévère qui doivent être la règle du commerce, car ils sont la condition même du crédit. »

Ce que nous venons de dire du banqueroutier frauduleux, du moins en ce qui concerne les art. 540 et 612 c. com., s'applique également aux

personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, aux stellionataires, aux tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes (art. 612, 1^{er} alin., c. com.). Nous devons toutefois signaler, dans la prohibition qui atteint les tuteurs et autres comptables, une différence considérable, qui est tout à leur avantage. Ils n'en sont pas atteints que tant qu'ils n'ont pas rendu et soldé leurs comptes, après quoi ils peuvent être admis à la réhabilitation, tandis que les autres personnes dont il est question dans l'art. 612, ne peuvent jamais être relevés de leur déchéance.

Telles sont les seules personnes qui ne soient pas susceptibles d'être réhabilitées. Le banqueroutier simple n'étant pas compris dans l'énumération de l'art. 612, serait, par ce seul fait demeuré soumis au droit commun. Toutefois, le législateur a cru devoir le déclarer expressément dans le deuxième alinéa de l'art. 612. Ajoutons que ce même texte le déclare susceptible de réhabilitation seulement après qu'il a purgé sa peine. Il en faut conclure que le banqueroutier simple qui se serait enfui pour ne pas la subir et n'aurait reparu qu'après l'avoir prescrite, ne pourrait pas se faire réhabiliter.

Les deux conditions que nous venons d'étudier, sont les seules requises pour la réhabilitation. La loi exige celles-là seulement et nous

savons qu'il ne faut pas ajouter à la loi quand elle établit des déchéances ou, ce qui revient au même quand elle organise les moyens destinés à relever de ces déchéances les personnes qu'elle en avait frappées. Il n'y a donc pas lieu d'exiger que le failli ait obtenu un concordat ou qu'il ait été déclaré excusable, ni que la demande en réhabilitation soit formée dans un certain délai. L'art. 614 c. com. ne fait que consacrer une application du même principe lorsqu'il déclare que le failli peut-être réhabilité après sa mort. Bien entendu les mêmes conditions sont exigées pour la réussite de la demande en réhabilitation. La procédure en est aussi la même, et dans l'étude de cette question que nous allons aborder maintenant, nous n'aurons pas à distinguer entre la demande en réhabilitation formée par le failli lui-même et celle formée en son nom après sa mort.

CHAPITRE II

PROCÉDURE

Aux termes de l'art. 605 C. com., toute demande en réhabilitation doit être adressée à la cour d'appel dans le ressort de laquelle le failli est domicilié.

Dans le projet de 1807, le Conseil d'État attribuait aux tribunaux de commerce l'examen des demandes en réhabilitation. Les rédacteurs du Code crurent que les cours d'appel présenteraient plus de garanties pour la société et le failli. Les événements se sont chargés de leur donner tort : la véritable enquête, celle qui sert de base à la décision de la cour, est toujours celle qui a lieu au siège du tribunal de commerce, aussi verrons nous que la nouvelle loi est revenue, sur ce point, au projet du Conseil d'État. La demande se forme par voie de requête, signée d'un avoué, à laquelle sont jointes les quittances et autres pièces justificatives. Ces quittances ne sont pas soumises à la formalité de l'enregistrement. Elles doivent être sincères et la cour a le droit de vérifier leur sincérité par tous les moyens.

Dans la pratique, les cours repoussent les quittances pour solde. Nous ne saurions admettre cette jurisprudence : de ce qu'une quittance est donnée pour solde, il ne résulte pas qu'elle ne soit pas sincère, et nous estimons que la cour n'a pas le droit de la mettre à l'écart, sans même la vérifier.

Toutefois, nous reconnaissons qu'une quittance collective de tous les créanciers ne présente guère le caractère de sincérité et qu'il est probable qu'elle n'a été obtenue qu'à l'aide d'engagements nouveaux. D'ailleurs, ce ne serait jamais là qu'une présomption qui ne dispenserait pas de la vérification.

Il faut reconnaître qu'en écartant les quittances pour solde, la jurisprudence se contente en somme d'appliquer assez logiquement une conséquence du système que nous avons étudié plus haut (1).

Elle repousse ces quittances parce qu'elle les considère comme impliquant une remise de dette individuelle, de même qu'elle repousse les quittances collectives parce qu'elles ne représentent à ses yeux qu'une remise collective ou même un concordat amiable.

Le failli peut produire, outre les quittances, toutes autres pièces justificatives du paiement

(1) Voir page 13.

intégral qu'il doit prouver. Ainsi il pourrait être admis à présenter les livres de commerce de ses créanciers. La cour peut même rechercher la preuve de la libération dans toutes sortes de documents et jouit à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire.

Lorsque la demande a été introduite, il y a lieu de procéder à une enquête. Sur la communication qui lui est faite de la requête, le procureur général près la cour d'appel en adresse des expéditions certifiées de lui au procureur de la République et au président du tribunal de commerce du lieu où la faillite a été déclarée (art. 606). De plus, si le demandeur a changé de domicile depuis sa faillite, de expéditions de la requête doivent être envoyées au procureur de la République et au président du tribunal de commerce de son nouveau domicile.

Ces différents personnages doivent recueillir tous les renseignements qu'ils peuvent se procurer sur le point de savoir si le failli a acquitté toutes ses dettes. C'est là le seul et unique objet en vue duquel ils doivent se renseigner. L'hésitation n'est pas permise en présence des mots qui terminent l'art. 606 : « qu'ils pourront se procurer *sur la vérité des faits exposés.* »

Pour mettre les intéressés en mesure de procurer ces renseignements et permettre ainsi à la cour de statuer en connaissance de cause, le code

de commerce (art. 607) soumet la requête à fin de réhabilitation à une certaine publicité.

Une copie de cette requête est affichée, par les soins des magistrats chargés de procéder à l'enquête, dans l'auditoire des tribunaux respectifs auxquels ils appartiennent. De la sorte l'affichage a toujours lieu dans deux tribunaux au moins, le tribunal civil et le tribunal de commerce du domicile du demandeur ; il peut même être nécessaire dans quatre tribunaux, si le demandeur en réhabilitation a changé de domicile depuis la faillite.

L'affichage doit avoir lieu en outre à la bourse et à la maison commune des lieux où siègent les tribunaux dont il vient d'être question, et ce toujours à la diligence des procureurs de la République et présidents du tribunal de commerce.

La copie de la requête à fin de réhabilitation doit rester ainsi affichée pendant deux mois.

De plus un extrait de cette copie doit être inséré dans les journaux.

Les magistrats peuvent réunir les renseignements qu'ils sont chargés de recueillir de quelque manière que ce soit. C'est ainsi qu'ils peuvent interroger les créanciers dont les quittances sont produites. Il est même d'usage, à Paris, de faire vérifier la sincérité des quittances par un commissaire de police, auquel le parquet les fait remettre, et qui interroge les créanciers.

La publicité, à laquelle est soumise la demande en réhabilitation, n'a pas uniquement pour but de permettre à la cour la vérification des faits allégués par le failli : elle est destinée aussi à prévenir les créanciers et tous autres intéressés auxquels la loi reconnaît le droit de former opposition.

L'article 608, C. com., semble, au premier abord, accorder le droit de former opposition aux créanciers seulement qui n'auraient pas été entièrement payés. Mais la proposition : *Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement de sa créance, en principal, intérêts et frais*, est suivie immédiatement de ces mots : . . . *et toute autre partie intéressée*, qui lui ôtent toute sa valeur. En vertu du principe d'interprétation restrictive, ce droit de former opposition ne pouvant appartenir qu'à ceux auxquels il est formellement concédé, on serait conduit à le refuser aux créanciers intégralement payés. Mais, d'un autre côté, en présence des termes *toute autre partie intéressée*, il n'est pas possible de le refuser au créancier intégralement payé, qui aurait un intérêt quelconque. Devons-nous en conclure qu'il ne faut tenir aucun compte des premiers mots de l'art. 608 ? Nous le croyons.

Sans doute certains auteurs ne peuvent admettre que le législateur ait jamais pu laisser entrer dans son œuvre un mot inutile, à plus forte rai-

son des propositions qui s'excluent (1). Mais nous sommes loin de partager ces idées et croyons qu'il est préférable d'accepter pour ce qu'elle vaut une inadvertance du législateur, plutôt que de chercher à donner quand même un sens à des termes qui n'en ont point, au risque de sortir soi-même des limites du sens commun.

Le droit d'opposition doit être exercé dans le délai de deux mois pendant lequel la requête est affichée.

C'est du moins ce que l'on peut argumenter de l'art. 608 : « Tout créancier..... pourra *pendant la durée de l'affiche*, former opposition etc..... ».

Toutefois il a été jugé que ce délai n'était pas imposé à peine de déchéance (2).

Nous devons dire que la cour se contente de l'affirmer, sans avancer aucun argument à l'appui de sa thèse, qu'il nous semble bien difficile d'admettre en présence d'un texte aussi clair et aussi catégorique que l'art. 608 C. com.

On dira sans doute que le paiement intégral des dettes étant la condition essentielle de la réhabilitation, il fallait permettre aux créanciers de faire connaître, par leur opposition, que cette condition n'est pas remplie, sans se préoccuper

(1) Que diraient-ils en examinant les lois d'aujourd'hui!

(2) Pau, 19 avril 1853, D. 1855, 2, 316.

de savoir si l'opposition était faite dans un délai déterminé.

La réponse à cette objection est des plus faciles. En raisonnant de la sorte, en disant que les résultats de l'opposition étant d'une importance capitale, peu importe la manière dont elle a été faite, on arriverait à considérer comme valable toute opposition qu'elle qu'en fût la forme.

Qui oserait soutenir une pareille opinion ? Il n'est pas d'ailleurs d'une importance capitale que les oppositions soient si facilement admises. Une opposition, même nulle, avertit au moins la cour que toutes les conditions de la réhabilitation ne sont pas remplies. La cour devra donc vérifier, à un autre titre, les dires de l'opposant et les faits qui servaient de base à l'opposition, pourront motiver le rejet de la demande.

Quand deux idées contradictoires se trouvent réunies, nous ne cherchons pas à les concilier quand même ; mais en présence d'une disposition claire et formelle, nous préférons toujours nous en tenir au texte, sans chercher si le législateur a eu raison de l'édicter et si, en s'écartant de la loi, il ne serait pas possible d'obtenir des résultats meilleurs. Ce serait faire œuvre de législateur et non d'interprète.

L'opposition se forme par simple acte au greffe de la Cour d'appel, appuyé des pièces justificatives (art. 608 C. com.). Les formalités sont fort

simples on le voit, mais encore faut-il qu'elles soient observées. Ainsi, une lettre missive adressée, par un créancier, au président du Tribunal de commerce, pour lui faire connaître qu'il n'a pas été payé, ne saurait être considérée comme une opposition.

C'est donc à juste titre que la Cour d'Orléans a jugé que la lettre de réponse adressée, par un créancier, au président du Tribunal de commerce, au cours de l'enquête officieuse, prescrite par la loi, et dans laquelle ce créancier allègue n'avoir pas été désintéressé par le failli, ne constitue pas une opposition régulière (1).

Rappelons d'ailleurs que la demande en réhabilitation doit être rejetée par cela même que les conditions ne sont pas remplies et alors même qu'aucune opposition n'a été formée. De ce que l'opposition est nulle en la forme, il ne résulte donc pas que les motifs invoqués au fond ne puissent pas servir de base au rejet de la demande.

Aux termes de l'art. 608 C. com., *le créancier opposant ne pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilitation.*

Au premier abord, le droit d'opposition accordé aux créanciers semble en contradiction manifeste avec le refus du droit d'intervenir à l'ins-

(1) Orléans, 10 juillet 1884. S. 1884, 2, 197.

tance. On est tenté de se demander à quoi sert l'opposition, si l'opposant ne peut venir en soutenir le bien fondé ?

C'est le cas de se rappeler que l'opposition n'est pas accordée aux créanciers dans leur intérêt personnel seulement. Ils n'ont rien à craindre de la réhabilitation ; nous verrons plus loin qu'ils ne peuvent même qu'y gagner. On leur a accordé le droit d'opposition surtout pour empêcher le failli de surprendre, à la justice, une réhabilitation à laquelle il ne pouvait prétendre, pour que le défaut de quelque une des conditions imposées par la loi pût être plus facilement signalé à la cour. Mais aller plus loin, leur permettre d'être parties dans la procédure, c'eût été violer un des principes fondamentaux de notre droit qui veut que là où il n'y a pas d'intérêt, il n'y ait pas d'action en justice.

Lorsque le délai de deux mois, accordé aux créanciers pour former opposition, est expiré, le procureur de la République et le président du tribunal de commerce transmettent au procureur général les renseignements qu'ils ont pu recueillir. Ces renseignements ne sont pas communiqués au failli. Le procureur, en effet, ne procède pas à une enquête judiciaire, mais à une information confidentielle. Or aucun texte n'exige que le résultat en soit communiqué au failli.

Toutefois, si les conclusions du ministère pu-

blic doivent être contraires au failli, celui-ci doit être prévenu : il faut qu'il puisse donner des explications nouvelles pour combattre s'il y a lieu les renseignements défavorables transmis au procureur général.

Le procureur de la République et le président du tribunal de commerce doivent transmettre chacun séparément les renseignements qu'ils ont recueillis, art. 609. Aux termes ce même article, ils doivent transmettre au procureur général les oppositions qui auront pu être formées. Nous ne voyons pas bien quelles oppositions ces magistrats pourront avoir à transmettre, puisque celles-ci doivent être formées au greffe de la Cour.

Peut être le législateur songeait-il aux oppositions faites par erreur au greffe d'un tribunal de première instance ou de commerce, ou à toutes autres oppositions plus ou moins régulières. En tous cas, il aurait pu formuler sa pensée en des termes plus clairs.

En outre les magistrats mentionnés plus haut, doivent faire connaître au procureur général leur avis sur la demande.

Le failli n'a pas qualité pour provoquer l'arrêt sur sa demande en réhabilitation ; c'est le procureur général qui doit en prendre l'initiative, lorsqu'il juge que tous les renseignements nécessaires ont été recueillis.

La cour a un pouvoir discrétionnaire pour

apprécier les quittances et autres pièces justificatives produites par le failli à l'appui de sa demande, et son appréciation échappe sur ce point à la censure de la cour suprême.

Mais, l'acquittement des dettes étant établi, peut elle en se basant sur d'autres considérations d'ordre purement moral, refuser la réhabilitation ?

Cette question a été vivement controversée. Suivant une première opinion (qui est la plus ancienne) la cour est toujours libre d'accorder ou de refuser la réhabilitation : c'est une question de conscience pour les conseillers.

Cela résulte, au moins implicitement, de l'art. 609 c. com., qui veut que le président du tribunal de commerce et le procureur de la République donnent leur avis sur la demande. Pourquoi exiger que ces avis soient donnés, s'ils doivent rester inutiles, si la seule question à examiner est celle de savoir si les dettes ont été payées entièrement ?

En se rangeant à cette opinion, répondent ses adversaires, on s'écarte absolument de l'intention du législateur. Il voulait encourager les demandes en réhabilitation, et l'on accorderait aux cours d'appel un pouvoir discrétionnaire pour les admettre ou les repousser, alors même que le failli aurait acquitté toutes ses dettes.

Laisser entrevoir au failli qu'après avoir inté-

géralement soldé ses dettes, il pourra voir sa demande en réhabilitation repoussée, ce serait, la plupart du temps, l'empêcher de réaliser ce paiement, par la crainte de rester ensuite soumis aux mêmes déchéances qu'auparavant. Ce serait détruire toute l'économie de la loi de 1838 et cela au détriment des créanciers.

De la discussion du Code de commerce, il résulte bien que la réhabilitation devient un droit pour le failli, qui se trouve dans les conditions exigées par la loi. Or, la loi de 1838 n'a rien innové sur ce point. Donc il faut déclarer que la Cour ne peut pas refuser la réhabilitation lorsqu'il est établi que le failli a réellement acquitté ses dettes.

Nous verrons, lors de la discussion de la loi du 30 décembre 1903, que cette discussion ne peut pas se reproduire sous son empire. — Nous avons cru devoir la mentionner ici, mais la question n'offrant plus qu'un intérêt purement rétrospectif, nous n'insisterons pas davantage.

Si la Cour d'appel estime justifiés les faits articulés par le failli, elle rend un arrêt portant admission de la demande en réhabilitation.

Cet arrêt est rendu en audience ordinaire.

On avait soutenu que l'arrêt de réhabilitation, ayant une assez grande influence sur la capacité du failli, devait être rendu en audience solennelle. On basait cette prétention sur le décret du

30 mars 1808, art. 22, qui décidait que dans les causes relatives à l'état civil des personnes, les arrêts devaient être rendus en audience solennelle.

La Cour de cassation a repoussé ce système et décidé avec raison que la demande en réhabilitation ne soulève pas une contestation relative à l'état civil du failli (1). Cette question, d'ailleurs, n'appartient plus qu'à l'histoire, l'art. 22 du décret de 1808 ayant été abrogé par un décret du 26 novembre 1899.

Lorsqu'elle statue sur une demande en réhabilitation, la Cour peut statuer en bloc sur toutes les pièces et tous les documents produits par le failli à l'appui de ses prétentions. Elle ne doit s'expliquer séparément que sur ceux d'entre eux qui auraient été spécialement discutés, et au sujet desquels des conclusions spéciales auraient été prises.

L'arrêt portant réhabilitation est soumis à une certaine publicité. Il est transmis aux procureurs de la République et aux présidents des tribunaux de commerce auxquels la demande a été adressée. A la diligence de ces magistrats, il est lu en audience publique et transcrit sur les registres des tribunaux auxquels ils appartiennent respectivement (art. 644, c. com.).

(1) Cass., 6 nov. 1884. D. 1884, 4, 471.

L'art. 618 tel qu'il avait été rédigé en 1807 ne permettait pas au failli dont la demande en réhabilitation avait été rejetée, de l'introduire de nouveau.

La loi du 28 mai 1838 au contraire, permit de la reproduire, mais seulement après une année d'intervalle.

Selon Esnault (1) la demande repoussée une deuxième fois ne peut plus être reproduite. A son avis, en permettant au failli de renouveler indéfiniment sa demande, on sacrifierait la dignité de la justice

Nous ne chercherons pas si, au point de vue théorique, ce système est plus ou moins rationnel. Il est en effet purement fantaisiste.

L'art. 610 c. com. permet de reproduire après une année d'intervalle la demande en réhabilitation qui a été rejetée. Or toute demande en réhabilitation rejetée fût-ce pour la dixième fois, est dans les conditions prévues par ce texte, et peut, par suite être renouvelée.

Il ne suffit pas de s'écrier que l'on va sacrifier la dignité de la justice, pour limiter à deux le nombre des demandes en réhabilitation que peut introduire un failli. Il faudrait que cette limitation fût établie par un texte de loi, et ce texte n'existant pas, la théorie contraire est absolument arbitraire.

(2) *Traité des faillites et banqueroutes.*

CHAPITRE III

EFFETS

Nous avons dit précédemment que la réhabilitation était le seul moyen de faire cesser les déchéances attachées à l'état de faillite.

C'est, précisément, l'effet le plus important de ceux qu'elle produit. Aucune déchéance ne survit à la réhabilitation. La loi ne le dit pas expressément, mais cela résulte, comme nous l'avons déjà dit, de plusieurs des textes qui établissent des déchéances (1) et à défaut, du but même de la réhabilitation. Son objet, c'est de relever le failli des déchéances qui l'ont frappé, de le remettre au même rang que les autres citoyens, en effaçant le passé. Or, ce but ne serait pas atteint si les déchéances ne disparaissaient pas toutes sans exception et il faut dire qu'aucune ne saurait subsister.

L'état du failli est incomplet : plusieurs droits importants en ont été détachés. La réhabilitation les réunit et complète le statut.

(1) Voir page 11.

Depuis la loi du 5 août 1899, le jugement déclaratif de faillite cesse, à partir de la réhabilitation, d'être inscrit sur le bulletin n° 3 (art. 7, 2^o) et le bulletin n° 2 (art. 4, dern. alin.) du casier judiciaire (1).

Ces effets ne sont pas les seuls que produise la réhabilitation. Il peut arriver que la réhabilitation soit accordée, par erreur, à un failli concordataire qui n'a pas entièrement acquitté toutes ses dettes.

La jurisprudence estime avec raison que l'obligation naturelle de payer les sommes remises par le concordat, qui pesait sur lui, se trouve transformée en une obligation civile (2).

Comment le failli pourrait-il être admis à se prévaloir du bénéfice de la réhabilitation s'il n'en avait pas rempli les conditions ?

Or, c'est précisément ce qui arriverait si, après avoir été réhabilité, il pouvait encore opposer à ses créanciers le concordat qu'ils lui avaient consenti.

Au failli qui veut être réhabilité, la loi impose l'obligation d'acquitter toutes ses dettes. La sanction nécessaire de cette exigence est que si le failli a pu obtenir la réhabilitation avant d'avoir

(1) Le bulletin n° 2 est celui qui est réclamé par l'administration pour l'exercice des droits politiques.

(2) Cass., 20 mai 1846. S. 1846, 1, 359.

entièrement désintéressé ses créanciers, il devra en perdre le bénéfice s'il ne satisfait pas ultérieurement aux conditions imposées par la loi.

Nous reconnaissons sans difficulté que la loi n'exprime nulle part cette règle. Mais à défaut de texte formel, nous croyons que les principes généraux de la matière suffisent à la justifier. Le législateur, qui concède si difficilement la réhabilitation, n'a pas pu vouloir que celui qui l'a en quelque sorte surprise à la Cour, puisse la conserver, s'il ne se met pas en règle avec la loi.

Ajoutons que le failli qui demande la réhabilitation s'oblige implicitement à accomplir toutes les conditions exigées par la loi. Celle-ci exigeant l'acquittement intégral des dettes, le failli demandeur en réhabilitation renonce au moins implicitement à invoquer son concordat.

La réhabilitation est indivisible, car l'indivisibilité est de l'essence même de toute question d'état, et l'obligation de payer intégralement toutes les sommes dues est indivisible comme elle.

Par la réhabilitation, le failli est remis dans le même état que celui qui précédait la cessation de paiements. Or, cet état comprenait la jouissance de tous les droits du commerçant, mais aussi l'obligation de remplir intégralement tous les engagements contractés. Si, à la suite de la réhabilitation, le failli recouvre la jouissance de

ses droits, il en résulte donc logiquement qu'il se trouve de nouveau soumis à ses obligations, et notamment qu'il doit tenir ses engagements.

D'ailleurs, la réhabilitation, en faisant disparaître la faillite, fait nécessairement disparaître en même temps le concordat.

Enfin, les questions d'état ne sont pas livrées à l'arbitraire des citoyens, le failli ne pourrait donc pas se prétendre concordataire ou au contraire réhabilité suivant les circonstances.

Nous en concluons avec la jurisprudence (1), que les créanciers du failli réhabilité peuvent lui réclamer le montant intégral de leurs créances. Ils peuvent le faire alors même qu'ils auraient pris part au concordat, alors même qu'ils n'auraient pas fait opposition à la réhabilitation ou que leur opposition aurait été rejetée.

Par contre, les créanciers ne pourraient pas, en soutenant qu'ils n'ont pas été payés, demander la révocation de la réhabilitation.

Quand il a recouvré la jouissance des droits dont le jugement déclaratif l'avait privé; le failli ne peut plus la perdre que par une nouvelle faillite.

Comment attaquerait-on un arrêt qui a décidé en fait et souverainement que le failli a intégralement payé ses créanciers, qu'il est digne de la réhabilitation ?

(1) Cass. Arrêt précité.

La loi n'a pas prévu cette hypothèse parce-qu'elle ne pouvait ni ne devait la prévoir.

Et c'est encore un argument de plus en faveur de la théorie que nous soutenions tout à l'heure. Le maintien même partiel du concordat étant incompatible avec la réhabilitation, et d'autre part, les créanciers ne pouvant pas attaquer la décision qui l'accorde, il devient évident que leurs droits revivent nécessairement dans leur intégralité, comme s'il n'y avait eu ni faillite ni concordat.

Si en principe la réhabilitation a tous les effets que nous venons d'énumérer, il est cependant un cas où elle n'a qu'une partie de ces conséquences. C'est lorsque la réhabilitation est demandée après la mort du failli.

MM. Lyon-Caen et Renault enseignent qu'elle n'a pas alors d'effets légaux proprement dits (1).

Sans doute (sur ce point nous sommes d'accord avec eux) elle fait disparaître la sorte de flétrissure qui s'attache à la mémoire du failli. Sans doute il serait absurde de prétendre que la réhabilitation ainsi demandée peut relever le failli des incapacités par lui encourues. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce n'est pas là le seul effet de la réhabilitation et MM. Lyon-Caen et Renault ont avancé une opinion plutôt témé-

(1) *Traité de droit commercial*, t. 8, p. 257.

raire en affirmant que la réhabilitation demandée après la mort du failli n'a que des effets moraux. Nous croyons que, même dans ce cas, la réhabilitation a pour effet de transformer en obligation civile, l'obligation naturelle de payer les dettes du failli au-delà des dividendes stipulés dans le concordat.

Il serait même plus juste de dire que la réhabilitation accordée sur la demande des héritiers du failli, a pour effet, lorsqu'elle a été accordée, de créer une véritable obligation à la charge des héritiers.

Nous disons qu'il y a création d'une obligation plutôt que transformation d'une obligation préexistante. En effet, avant la réhabilitation, les héritiers du failli n'étaient pas tenus, même d'une obligation naturelle, de payer ses dettes. La réhabilitation, en les y contraignant, crée donc de toutes pièces une obligation qui n'existait pas, qui n'avait jamais existé. (Nous supposons évidemment que la succession du failli n'avait pas été acceptée ; autrement la question que nous étudions ne se poserait même pas, car l'obligation de payer résulterait du fait de l'acceptation, et l'introduction d'une demande en réhabilitation n'y changerait rien).

On nous demandera sans doute sur quel texte nous nous appuyons, et l'on nous reprochera peut-être de créer la loi...

Le seul texte qui parle de réhabilitation après décès est l'art. 614 c. com., qui se contente de déclarer que *le failli pourra être réhabilité après sa mort*.

Dans le silence de la loi, on ne peut que se référer aux articles précédents pour déterminer les conditions, les formes et les effets de la réhabilitation demandée après décès.

C'est par un juste sentiment d'équité et d'humanité que le législateur a permis que les faillis pussent être réhabilités après leur mort. Mais il n'a pas voulu qu'il en fût ainsi sans que toutes les conditions qu'il exigeait du failli vivant fussent remplies par ceux qui voudraient obtenir la réhabilitation du failli décédé.

Par son silence le législateur établit suffisamment sa volonté de ne s'écarter en rien des règles qu'il vient de tracer et qui constituent le droit commun en matière de réhabilitation commerciale.

Ce que nous avons dit plus haut au sujet des effets de la réhabilitation doit donc être considéré comme applicable, que le failli soit vivant ou décédé. Le législateur exige dans tous les cas que le désintéressement intégral des créanciers soit établi. Si quelqu'un demande la réhabilitation d'un failli décédé, il doit prouver l'acquittement des dettes ou les acquitter lui-même s'il veut obtenir gain de cause. Mais si par erreur la

réhabilitation a été accordée, l'arrêt étant inattaquable aussi bien que s'il s'agissait d'un vivant, il faut bien que les créanciers aient la même ressource, qu'ils puissent faire état de cet arrêt pour obtenir leur paiement.

Le demandeur en réhabilitation, qu'il agisse pour son compte ou pour le compte d'une personne décédée, par intérêt personnel ou par intérêt d'affection, s'oblige, par le fait même de sa demande, à remplir toutes les conditions imposées par la loi. Si les créanciers n'ont pas tous été désintéressés avant la demande en réhabilitation, ils doivent l'être après.

Que le failli réhabilité soit vivant ou décédé, la réhabilitation efface la faillite et avec elle toutes ses conséquences, notamment le concordat, et dans un cas comme dans l'autre, les créanciers recouvrent le droit d'exiger la totalité de leurs créances et, comme sanction, le droit de demander l'ouverture d'une nouvelle faillite.

Ce que nous venons de dire s'applique au cas où le failli est mort depuis la déclaration de faillite.

Or, il peut se faire que la faillite ait été déclarée après la mort du failli.

Il est bien évident que, dans ce cas, le jugement déclaratif n'a pu produire aucune déchéance. Cependant la réhabilitation peut être encore demandée. Il suffit, pour la rendre pos-

sible, de l'intérêt moral que peut avoir le demandeur à faire effacer cette tache de la mémoire du défunt. Bien entendu, dans ce cas comme dans le précédent, on doit admettre que la réhabilitation permet d'exiger la totalité des sommes dues par le failli. Les motifs d'adopter cette solution sont les mêmes et nous n'en reprendrons pas la discussion.

CHAPITRE IV

COMPARAISON DE LA RÉHABILITATION COMMERCIALE AVEC LA RÉHABILITATION PÉNALE

A côté de la réhabilitation commerciale, le législateur en a établi une autre toute différente; c'est la réhabilitation pénale ou criminelle.

Il est difficile d'étudier la première sans dire quelques mots de l'autre, aussi procéderons-nous à une rapide comparaison de ces deux institutions. Quoique leur but soit analogue, elles ne laissent pas de présenter à côté de ressemblances appréciables, des différences assez importantes.

Jusqu'à ces derniers temps, la réhabilitation pénale était accordée par le chef de l'Etat. La loi du 14 août 1885, en modifiant les articles 621 à 634 c. inst. crim. et supprimant les art. 630 à 632 du même code, a justement fait disparaître cette différence en attribuant compétence à la Cour d'appel comme en matière de réhabilitation commerciale (1).

(1) Nous verrons plus loin que la loi du 30 décembre 1903 a créé une nouvelle différence dans la procédure en rendant

Avant cette même loi de 1885, la réhabilitation pénale avait pour seul effet de faire cesser les déchéances attachées à la condamnation. En vertu du nouvel art. 634, 1^{er} alin., C. inst. crim., la réhabilitation pénale efface la condamnation comme le fait une amnistie, comme la réhabilitation commerciale efface la faillite. L'une restitue l'honneur civil, comme l'autre restitue l'honneur commercial. Par contre, aux termes de la loi du 5 août 1899, art. 10, la réhabilitation pénale est acquise de droit à l'expiration d'un délai de dix, quinze ou vingt ans suivant les cas, si le condamné n'a pas subi de nouvelle condamnation, tandis qu'en matière commerciale, l'absence de condamnation pendant la période de temps la plus longue, est insuffisante pour faire obtenir la réhabilitation. Il en est encore ainsi sous l'empire de la loi du 30 décembre 1903.

Une proposition de loi déposée à la Chambre des députés, le 21 janvier 1901, par M. Georges Berry, admettait que tout failli serait réhabilité de plein droit lorsque pendant six années à partir de la déclaration de faillite il n'aurait subi aucune condamnation. Cette proposition ne fut pas discutée avant la fin de la législature et par suite devint caduque. Nous n'avons pas à en dis-

compétents les tribunaux de commerce pour la réhabilitation commerciale.

cuter les mérites ; contentons-nous de dire qu'elle était absurde. — Aussi ne pouvait-elle manquer d'être reprise pendant la législature suivante. M. Octave Lauraine trouva bon de déposer à la Chambre, le 28 nov. 1902, une proposition dans le même sens. L'adoption de la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs autres sénateurs par le Sénat puis par la Chambre, a fait renvoyer celle de M. Lauraine dans les cartons d'où elle n'aurait jamais dû sortir.

A côté de la réhabilitation de droit, la loi du 5 août 1899 organise une réhabilitation facultative, qu'elle permet au condamné de demander quand le délai exigé pour la première n'est pas encore écoulé, (art. 619 à 634). Au contraire la réhabilitation commerciale n'est que d'une sorte.

On la considérait comme étant de droit ou facultative, suivant que l'on admettait ou non que la Cour d'appel avait le pouvoir de la refuser ou de l'accorder, même lorsque les conditions exigées par la loi étaient remplies, mais enfin il n'y en avait qu'une. Nous verrons par la suite que cette différence n'existe plus depuis la loi du 30 décembre 1903. Cette dernière en a par contre créé une nouvelle en attribuant la connaissance des réhabilitations commerciales aux tribunaux consulaires à la place des cours d'appel, lesquelles ne sont plus appelées à sta-

tuer que comme juridiction de deuxième degré.

La réhabilitation commerciale, nous l'avons déjà dit peut-être obtenue après la mort du failli. Au contraire, la réhabilitation pénale ne peut être demandée que par le condamné, et la demande ne peut être introduite par ses héritiers après sa mort.

Si la réhabilitation commerciale est refusée, la demande peut être renouvelée au bout d'une année, tandis que s'il s'agit de la réhabilitation pénale, la demande n'est renouvelable qu'après un délai de deux ans.

Citons enfin le tableau tracé par M. Bérenger dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi (1) : « Messieurs, les conditions et les formes spéciales, auxquelles le Code de commerce et la loi de 1838 sur les faillites ont subordonné la réhabilitation commerciale, n'ont pas permis de faire profiter le commerçant failli des adoucissements que des lois récentes, notamment celle du 5 août 1899 ont apportés à notre législation sur la réhabilitation pénale et le casier judiciaire.

Il en résulte au détriment de toute une catégorie de personnes, souvent plus dignes d'intérêt que celles dont ces lois ont justement allégé

(1) Séance du 15 fév. 1900. *J. Off.* du 29 mars 1900, Sénat, Annexe n° 16.

l'infortune, un état d'inégalité qui blesse gravement la justice et doit appeler sans retard la sollicitude du législateur.

Le caractère purement commercial de la décision judiciaire d'où naissent les déchéances résultant de la faillite rend, en effet, inapplicables des mesures dont l'inspiration relève d'un ordre d'idées de nature essentiellement différente.

Comment eût-il été possible de déclarer affranchi du casier judiciaire et réhabilité de plein droit, par le seul fait de l'absence, pendant un délai déterminé, de condamnations nouvelles, le commerçant dont la déchéance, sauf le cas de banqueroute reconnue, avait pour origine une cause civile, et que la loi n'admettait d'ailleurs à la réhabilitation qu'à la condition expresse du paiement intégral de ses dettes?

Bien que justifiée dans son principe, son exclusion du bénéfice des lois récentes n'en produit pas moins des conséquences d'une singulière iniquité.

Ainsi le condamné aux peines les plus graves s'il n'a paru qu'une fois devant la juridiction pénale, le récidiviste même, si l'ensemble des condamnations subies ne dépasse pas un an pourra, au bout d'une épreuve de dix ou quinze ans, suivant les cas, voir effacer la constatation de ses fautes. Il pourra même, dans un délai plus long reconquérir ses droits de citoyen.

Le commerçant dont l'unique tort est souvent d'avoir été à un moment donné insolvable, sera, à moins que la fortune, par un bonheur bien rare, ne lui ait souri depuis sa ruine, éternellement rivé aux déchéances attachées à l'état de faillite.

Ainsi encore le premier, au cas où il devra suivre les formalités anciennes de la réhabilitation pénale, aura les avantages d'une procédure sans publicité et sans frais et d'une décision rendue à huis-clos (Loi du 14 août 1885).

Le second devra subir l'affichage de sa demande pendant deux mois, tant dans les salles d'audiences du tribunal civil et du tribunal de commerce qu'à la Bourse ou à la mairie et son insertion dans les papiers publics (art. 607). L'arrêt sera prononcé publiquement; il sera en outre adressé au tribunal de commerce et au tribunal civil, et lecture en sera donnée à l'audience (art. 610 et 611).

Chose plus grave peut-être, personne, pas même la victime non désintéressée du délit, ne peut contester la demande du condamné. Pour le failli, tout créancier non payé intégralement en capital, intérêts et frais, et encore toute autre partie intéressée, peut former opposition et appuyer son opposition de pièces justificatives (art. 608).

D'aussi choquantes inégalités ne peuvent subsister.... »

CHAPITRE V

CRITIQUE

Nous avons terminé l'examen de la réhabilitation telle qu'elle a existé depuis 1838 jusqu'à nos jours; nous devons étudier maintenant les critiques qui ont été dirigées contre cette législation. Son caractère principal est une rigueur extrême, disons le mot, excessive, pour le failli. « Frappé de déchéances graves, dit M. Bérenger dans son rapport (1), rayé même du nombre des citoyens comme le pire malfaiteur, pour le seul fait d'avoir manqué à des engagements commerciaux, la cause de son désastre fût-elle notoirement accidentelle et pure d'aucune faute, alors que la dette civile, contractée même sans la possibilité de rendre, même entachée de fraude, ne donne lieu qu'à des sanctions civiles, son sort pourrait paraître déjà dur. Il l'est plus encore par les entraves apportées par la loi au seul moyen qu'elle lui donne de reconquérir son honneur et ses droits. »

(1) Séance du 24 déc. 1900. *J. Off.* du 3 fév. 1901, Sénat, Annexe, n° 430.

Nous n'avons pas à rappeler les déchéances dont est frappé le failli ; nous savons que l'énumération en est longue et aussi qu'elles sont fort graves. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'elles frappent tous les faillis sans distinction aussi bien le simple failli qu'un évènement imprévu (par exemple la fuite d'un banquier chez lequel son argent disponible était déposé) a contraint à cesser ses paiements que le banqueroutier qui a tenté de détourner une partie de son actif. Il convient toutefois de ne rien exagérer et de ne pas s'attendrir outre mesure sur les faillis à raison de la gravité des déchéances qui les frappent.

Nous avons dit que la loi du 4 mars 1889 qui a créé la liquidation judiciaire, ne frappe pas celui auquel elle accorde le bénéfice de cette institution, de toutes les déchéances que nous venons d'énumérer.

On objectera peut-être que les commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire peuvent seuls profiter des dispositions de cette loi.

C'est parfaitement exact : seulement, en pratique, la liquidation judiciaire est accordée presque toujours quand le commerçant est de bonne foi, que la cessation de paiements provient d'évènements malheureux et imprévus, souvent même quand cet état provient de fautes ou d'incapacités.

Restent donc les autres faillis : ils sont peu intéressants, car on peut les considérer comme étant de mauvaise foi, à quelques rares exceptions près.

Quoiqu'il en soit, la situation du liquidé qui veut obtenir la réhabilitation ne reste pas moins digne d'intérêt, et pour lui comme pour le failli, les conditions imposées par la loi du 28 mai 1838, sont extrêmement rigoureuses.

Nous admettrions encore l'obligation d'acquitter intégralement le capital. Ce serait déjà fort dur ; mais y ajouter encore la totalité des frais et surtout des intérêts qui se sont accumulés depuis des années peut être, c'est rendre la réhabilitation presque impossible.

Et si depuis ses revers le failli a vu la fortune lui sourire, si affrontant courageusement la lutte, il a rempli les conditions si rigoureuses que la loi lui imposait et demande la réhabilitation qui doit couronner ses efforts, il se trouve en butte aux tracasseries et aux ennuis que la procédure accumule devant lui.

Sa demande est livrée à la plus grande publicité, car non content d'en exiger l'affichage un peu partout, et ce pendant deux mois, le législateur veut qu'elle soit insérée dans les journaux. La demande est-elle accueillie ? C'est une nouvelle série qui va recommencer. L'arrêt sera prononcé en audience publique. Les tribunaux de

commerce et les tribunaux civils, en donneront lecture en audience publique et le transcriront sur leurs registres.

Si nous ajoutons enfin les inégalités choquantes qui existent entre la réhabilitation des condamnés de droit commun et celle des faillis, inégalités qui sont tout à l'avantage des premiers, nous devons nécessairement conclure que la réforme de cette législation s'imposait et que la loi du 30 décembre 1903 répondait à une nécessité absolue.

C'est par les effets qu'elle produit, que l'on juge le plus facilement une institution : or, la réhabilitation était d'une application fort rare.

A l'appui de ce que nous disons, nous donnons ci-dessous quelques chiffres.

De 1876 à 1880, les différentes Cours d'appel ont prononcé 110 réhabilitations, soit une moyenne de 22 par an.

De 1881 à 1900, le nombre des réhabilitations s'est élevé

En 1881 à 33	en 1882 à 23
1883 19	1884 29
1885 24	1886 26
1887 20	1888 45
1889 35	1890 22
1891 27	1892 32
1893 29	1894 36

En 1895 à 36	en 1896 à 44
1897 28	1898 50
1899 29	1900 44

On voit que depuis la loi sur la liquidation judiciaire, ce nombre a augmenté dans de notables proportions, puisqu'il a presque doublé.

Et cependant il reste bien infime quand on le compare au chiffre des faillites terminées dans l'année, comme on peut s'en rendre compte en consultant le tableau annexé au rapport de M. Béranger que nous reproduisons ici (1).

Années	Liquidations judiciaires	Faillites	Total	Réhabilitations
1892	2.157	6.085	8.242	32
1893	1.973	5.929	7.902	29
1894	2.214	6.304	8.518	36
1895	2.165	6.211	8.376	36
1896	2.142	6.071	8.213	41
Totaux...	10.651	30.600	41.251	174

C'est, on le voit, une proportion de moins de cinq pour mille. Et encore le tableau ci-dessus ne tient compte que des faillites terminées dans l'année; si l'on voulait établir la proportion sur le nombre total des faillites existantes, elle ne dépasserait guère, au dire de M. Béranger, un pour mille.

(1) *J. Off.* du 3 fév. 1901, Sénat, annexe 430.

N'est-il pas permis de répéter avec lui « Qu'une législation qui ne comporte qu'une aussi insignifiante application, manque son but? »

Les lois étrangères se montrent en général moins sévères que ne l'était notre Code de Commerce.

Les unes, comme l'Angleterre, le Portugal, le Mexique, le Chili, distinguent si la faillite est ou n'est pas imputable au failli, et dans le deuxième cas, lui accordent assez facilement la réhabilitation. L'Autriche et le Portugal assimilent la remise de dette au paiement (1). En Suisse, le consentement des créanciers peut conduire à la réhabilitation. En Allemagne, les déchéances dont est frappé le failli cessent en même temps que la faillite.

Différentes lois reconnaissent deux variétés de réhabilitation, une de droit, qui est acquise au failli, soit lorsqu'il s'est entièrement libéré (c'est le cas le plus commun) soit lorsqu'il a obtenu un concordat et en a rempli les conditions, (Espagne, Mexique) soit lorsqu'il a obtenu la remise de ses dettes (Autriche, Portugal), ou le consentement de ses créanciers (Suisse), et l'autre facultative. Il suffit même, au Chili que la faillite soit déclarée fortuite, pour que le failli soit réhabilité de plein droit.

(1) Nous avons vu que dans notre droit cette question était discutée, et que, contrairement aux principes, elle était généralement résolue dans le sens de la négative.

En Italie, la réhabilitation n'est acquise, en principe, que lorsque le failli s'est entièrement acquitté. Toutefois le Tribunal peut, s'il le juge à propos, décider par le jugement qui homologue le concordat, que le failli sera rayé de la liste des faillis dès qu'il en aura exécuté les clauses. Seule, la loi Belge a reproduit les dispositions de notre code de commerce.

Les exemples que nous avons sous les yeux nous invitaient à réviser notre législation.

Les auteurs de la proposition de loi voulurent savoir si le pays admettrait volontiers une réforme, et leur proposition fut soumise aux tribunaux consulaires des villes dépassant 50,000 habitants.

Sur les trente-trois tribunaux qui furent consultés, onze (1) demandèrent seulement que des modifications de détail, telles que la limitation des intérêts exigés à cinq années, la faculté de consigner en cas de refus de paiement ou de disparition d'un créancier (2), fussent apportées à notre législation.

Les autres se rallièrent à la proposition soit partiellement (3), soit totalement (4).

(1) Bordeaux, Lille, Limoges, Marseille, Nantes, Nîmes, Nice, Roubaix, Rouen, Toulouse, Versailles.

(2) Nous avons vu que cette faculté existait déjà sous l'empire de la loi de 1838.

(3) Besançon et Troyes.

(4) Amiens, Angers, Brest, Calais, Clermont-Ferrand, Gre-

L'unanimité accepta le changement de juridiction, en se divisant toutefois sur la procédure à suivre.

L'idée d'une réforme était donc plutôt favorablement accueillie par ceux qui étaient le plus qualifiés pour être juges de son opportunité.

noble, Le Havre, Le Mans, Lyon, Montpellier, Nancy, Orléans, Paris, Reims, Rennes, Saint-Étienne, Toulon, Tourcoing, Tours et la chambre de commerce de Paris qui avait également été consultée.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉHABILITATION

Depuis la loi du 30 décembre 1903.

La loi nouvelle répond-elle pleinement aux desiderata formulés et échappe-t-elle aux critiques qui avaient été dirigées contre l'ancienne législation ?

Ce sont les questions que nous essaierons de résoudre en étudiant cette loi dont nous allons d'abord donner le texte.

ART. 1^{er} — Les faillis, non condamnés pour banqueroute simple et (*sic*) frauduleuse ne peuvent être inscrits sur la liste électorale pendant dix ans à partir de la déclaration de la faillite.

Ils ne sont éligibles qu'après réhabilitation.

ART. 2. — Les art. 604 à 612 c. com. sont modifiés comme il suit :

« ART. 604. Est réhabilité de droit le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui

dues en capital, intérêts et frais, sans toutefois que les intérêts puissent être réclamés au delà de cinq ans.

« Pour être réhabilité de droit, l'associé d'une maison de commerce tombé (*sic*) en faillite doit justifier qu'il a acquitté dans les mêmes conditions toutes les dettes de la société, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.

» En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers, la somme due est déposée à la Caisse des dépôts et consignations, et la justification du dépôt vaut quittance. »

« ART. 605. — Peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue :

» Après cinq années à partir du jugement de déclaration de la faillite :

» Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura, au moment de la demande, intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qui a obtenu des créanciers un concordat particulier.

» Celui qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation. »

« ART. 606. — Toute demande en réhabilitation sera adressée au procureur de la Répu-

blique de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces qui la justifient.

« Ce magistrat en adressera des expéditions certifiées par lui au président du tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au procureur de la République du domicile du demandeur, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés. »

« ART. 607. — Copie de la demande restera affichée pendant un délai d'un mois dans la salle d'audience du tribunal. Avis en sera donné par lettre recommandée à chacun des créanciers vérifiés à la faillite ou reconnus par décision judiciaire postérieure, qui n'auront pas été intégralement payés, dans les conditions de l'art. 604. »

« ART. 608. — Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'art. 605 pourra, pendant la durée de l'affaire, former opposition à la réhabilitation, par simple acte au greffe appuyé des pièces justificatives. Le créancier opposant pourra, par requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation. »

« ART. 609. — Après l'expiration du délai, le résultat des enquêtes prescrites ci-dessus et les oppositions formées par les créanciers seront

communiquées au Procureur de la République saisi de la demande, et transmis par lui, avec son avis motivé, au Président du Tribunal de Commerce. »

« Le Tribunal appellera, s'il y a lieu, le demandeur et les exposants et les entendra contradictoirement en Chambre du Conseil. Le demandeur pourra se faire assister d'un conseil.

« Dans le cas de l'art. 604, il se bornera à constater la sincérité des justifications produites et, si elles sont conformes à la loi, il prononcera la réhabilitation.

« Dans celui de l'art. 605, il appréciera les circonstances de la cause.

« Le jugement sera rendu en audience publique.

« Il pourra être frappé d'appel, tant par le demandeur que par le procureur de la République et les créanciers opposants, dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées.

» Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel.

» La Cour d'appel statuera après examen et suivant les formes ci-dessus prescrites. »

« ART. 611. — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle.

» Si elle est admise, le jugement ou l'arrêt sera transcrit sur le registre du tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur.

» Il sera, en outre, adressé au procureur de la République qui aura reçu la demande et, par les soins de ce dernier, au procureur de la République du lieu de naissance du demandeur, qui en fera mention en regard de la déclaration de faillite, sur le casier judiciaire. »

« ART. 612. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vols, escroqueries ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux art. 619 et suiv. C. inst. crim.

» Le deuxième paragraphe de l'art. 634 C. inst. crim. est abrogé. »

ART. 3. — Les dispositions ci-dessus et l'art. 614 C. com., sont applicables aux commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire.

ART. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret organique du 2 févr. 1852, contraires à la présente loi.

La présente loi délibérée, etc.

Le trait saillant de la loi du 30 décembre 1903, c'est l'organisation de deux sortes de réhabilita-

tion : une réhabilitation de droit et une réhabilitation facultative.

Mais à côté de ce changement, nous en trouvons deux autres, dont le second surtout a une importance considérable et qui ont été introduits l'un dans le régime des déchéances, résultant de la faillite, l'autre dans la procédure par l'attribution de compétence aux tribunaux de commerce.

De plus il faut remarquer que la loi procède par voie de modification des art. 604 à 612, c. com., ce qui ne laisse pas d'avoir une assez grande importance, car les textes qui ne sont pas directement visés ou implicitement abrogés comme étant en contradiction avec ceux de la nouvelle loi, restent en vigueur. Dans le silence de la loi, c'est donc au Code de commerce qu'il faudrait se référer; nous aurons bientôt l'occasion d'appliquer ce principe.

Nous examinerons d'abord la modification apportée aux déchéances. Logiquement elle se place avant l'étude de la réhabilitation, car elle y est étrangère : c'est aussi la place qui lui a été assignée dans la loi dont elle constitue l'art. 1^{er}.

Ce texte ne figurait pas dans la proposition présentée au Sénat et n'y fut introduit que sur l'intervention de M. Monis, garde des sceaux.

Le 15 novembre 1901, pendant la discussion de l'art. 605, le ministre, après avoir retracé la situation pour ainsi dire privilégiée faite au com-

mercant, jusque dans la cessation de paiements, après avoir rappelé les déchéances qui le frappent, ajouta : « On ne contestera pas qu'il soit légitime de priver de ses avantages commerciaux le commerçant qui a manqué à son devoir fondamental de commerçant ; on ne peut pas contester qu'il y ait là un châtement proportionné à la faute commise.

Mais une réflexion s'est imposée à mon esprit : c'est qu'il est peut-être excessif de châtier d'une peine politique un fait qui est d'ordre purement commercial. Un commerçant malheureux, ou même un commerçant mauvais et imprudent peut être bon citoyen. Dans tous les cas, le droit de vote — je ne parle pas de celui d'éligibilité — est corrélatif du devoir qu'on a de payer l'impôt et comme le failli paie tous les impôts y compris le plus dur, l'impôt du sang, on pourrait peut être arriver à une disposition par laquelle on ne le priverait pas de ses droits politiques ou par lequel on ne l'en priverait tout au moins que pour une époque déterminée et à temps..... Mais pour les autres déchéances, civiques ou commerciales, qui se plaindra sérieusement de leur maintien ? Qui se plaindra encore une fois, de voir retirer des privilèges au commerçant qui a manqué aux règles commerciales ? »

La proposition de loi fut ensuite renvoyée à la commission.

Le 22 novembre 1901, celle-ci présentait un article 605 conçu dans cet ordre d'idées, qui modifiait les art. 15 et 16 du décret organique de 1852. Ce texte ayant paru peu clair, fut réservé et, le 26 novembre 1901, renvoyé à la commission qui le modifia et présenta le 29 novembre 1901 le texte qui est resté dans la rédaction définitive de la loi (1).

Deux questions se posent en présence de l'art. 1^{er}. Quelles sont les déchéances qui en résultent? Quels faillis sont frappés?

Nous avons vu que le code de commerce enlève aux faillis l'exercice de leurs droits politiques.

La nouvelle loi a voulu qu'ils ne fussent privés du droit de vote que pendant une période de dix années.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur les motifs qui ont inspiré cette modification : ils ont été exposés clairement par M. Monis dans les explications qu'il donna au Sénat et que nous venons de reproduire.

Au bout de dix années après le jugement déclaratif, les faillis sont relevés de plein droit de cette déchéance, sans avoir besoin de s'adresser à la

(1) Le texte adopté par le Sénat portait : « Les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse..... » et non pas « et frauduleuse » comme le *Journal Officiel* l'a publié, par erreur sans doute.

justice pour qu'elle constate que le délai est expiré. Cela résulte nettement de la rédaction de l'art. 1^{er}. *Les faillis ne peuvent être inscrits sur la liste électorale pendant dix ans etc.*

Quant aux autres déchéances prévues par le code de commerce, elles subsistent telles qu'elles étaient auparavant, par le fait même qu'elles sont passées sous silence par la loi nouvelle.

Celle-ci s'explique pour l'inéligibilité (arg. de l'art. 1^{er}, dern. alin.), mais c'était inutile et de son silence en ce qui concerne les autres déchéances, on ne peut induire que leur maintien.

Cette disposition est applicable à tous les faillis *non condamnés pour banqueroute simple et frauduleuse*, dit l'art. 1^{er}. Ces derniers seront donc toujours frappés des déchéances édictées par le Code de commerce, sans préjudice de l'application des lois pénales.

Quant aux commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire, il est à peine utile de dire que leur situation continue d'être réglée par la loi du 4 mars 1889.

Celle-ci en effet leur est plus favorable puisqu'elle leur laisse l'électorat et peut-être eût on été mieux inspiré en étendant ce bénéfice à tous les faillis au lieu de leur enlever le droit de vote pendant dix ans. Quoiqu'il en soit, *statuit lex* et il faut bien s'incliner devant la volonté du légis-

lateur dès lors qu'elle est nettement formulée et même il ne faut pas oublier que cet article 1^{er} est en somme une concession, puisqu'il ne figurerait pas dans la proposition primitive !

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS

Nous avons dit que la loi du 30 déc. 1903 organise deux sortes de réhabilitation : l'une de droit et l'autre facultative.

PREMIÈRE SECTION

RÉHABILITATION DE DROIT

Faisons d'abord remarquer que la réhabilitation de droit telle qu'elle est organisée par la loi nouvelle, n'est en somme que l'ancienne institution légèrement remaniée. L'art. 604 nouveau reproduit, en effet, presque textuellement l'ancien texte.

Le législateur a voulu faire cesser la controverse qui s'était élevée sur le point de savoir si la réhabilitation pouvait être refusée en spécifiant qu'elle est de droit en tête de l'art. 604 nouveau, qui est ainsi conçu : « Est réhabilité *de droit* le failli..... »

Deux conditions sont requises par ce texte pour la réhabilitation de droit : le failli doit avoir intégralement acquitté ses dettes ; il ne doit pas être indigne d'être réhabilité.

I. — Nous nous bornons à renvoyer à ce que nous disions plus haut à propos des différents modes de libération (1) : les règles à observer sont les mêmes puisque, comme nous l'avons déjà dit, tous les textes qui ne sont pas remaniés par la loi nouvelle, restent en vigueur.

Nous dirons seulement un mot au sujet de la remise de dette.

Nous savons que sous l'empire de la loi du 29 mai 1838, les auteurs étaient loin d'être d'accord sur le point de savoir si la remise individuellement consentie par un créancier pouvait être invoquée par le failli demandeur en réhabilitation.

Nous avons admis l'affirmative. Cette solution doit-elle être maintenue sous l'empire de la loi du 30 décembre 1903 ?

On pourrait être tenté d'en douter en présence du dernier alinéa de l'art. 705 nouveau : *Peut obtenir sa réhabilitation..... Celui qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers...*» En plaçant l'hypothèse de la remise de dette dans le texte qui organise la réhabilitation facultative, le législateur semble avoir voulu l'écarter de la réhabilitation de plein droit.

Cependant nous croyons devoir maintenir la solution que nous donnions plus haut (2), c'est-

(1) 1^{re} partie, chapitre 1^{er}.

(2) 1^{re} partie, chapitre 1^{er}.

à-dire admettre la remise individuelle et volontaire tout en repoussant la remise collective.

La remise de dette est un mode d'extinction des obligations organisé par le code civil. Elle est donc de droit commun et valable par suite, toutes les fois qu'elle n'est pas écartée par un texte formel, à moins qu'elle ne soit absolument incompatible avec un texte, ou une institution organisée par une loi spéciale.

Or nous savons que nul texte n'interdit la remise de dette en matière de réhabilitation. Nous croyons avoir démontré qu'elle n'est pas incompatible avec l'article 604 c. com. ancien, ni par suite avec l'article 604 nouveau qui reproduit sur ce point les termes du premier : *Le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues.*

Reste à savoir si la remise de dette peut être invoquée dans le cas de l'art. 604, malgré l'alinéa final de l'art. 605.

Nous le croyons. Ce dernier texte fait allusion à un cas tout à fait spécial : il suppose que l'unanimité des créanciers consent en bloc au failli une remise de la totalité de ses dettes.

La proposition de loi accordait la réhabilitation de droit, même dans ce cas, mais la commission du Sénat n'accepta pas cette solution et transporta l'alinéa qui la contenait de l'art. 604 où il se trouvait primitivement à l'art. 605 où il est resté.

C'est à juste titre que le législateur a voulu que le tribunal fût appelé en pareil cas à examiner si la demande doit être accueillie ou rejetée. Le plus souvent un pareil accord ne sera intervenu que sur des engagements nouveaux et sera loin de présenter le caractère de libéralité que l'on retrouve dans la vraie remise de dette.

On avait donc lieu de craindre la fraude et il était bon que la justice eût le pouvoir de contrôler. Mais il n'en est plus de même quand un créancier isolé consent remise partielle ou même totale, au failli. Il y a bien des chances pour qu'il soit animé d'intentions libérales et la fraude est alors bien moins à craindre.

D'ailleurs en adoptant le texte relatif à la remise totale, on visait le cas où un failli se trouvant dans l'impossibilité absolue de désintéresser ses créanciers, ceux-ci reconnaissant sa bonne foi, consentent à faire abandon de leurs créances, que la situation du débiteur ne leur permet pas d'ailleurs d'espérer voir solder, afin de rendre sa réhabilitation possible. Mais, dans la discussion, il n'a jamais été question de la remise individuelle, ce qui suffirait à justifier notre opinion.

Nous savons que le failli doit acquitter outre le capital, les intérêts et les frais. Les auteurs de la proposition de loi n'exigeaient pas le paiement des frais, mais la commission du Sénat estimant que les frais faits pour constater ou conserver la

créance sont un accessoire légitime de la dette, rétablit cette obligation dans l'art. 604, qui sur ce point, reproduit simplement la loi ancienne. En ce qui concerne les intérêts, nous savons que la loi du 28 mai 1838 imposait au failli demandeur en réhabilitation l'obligation d'en payer la totalité. C'était une charge écrasante bien faite pour empêcher les faillis de parvenir à se faire réhabiliter et même pour les décourager à l'avance, les détourner d'essayer de surmonter un pareil obstacle.

Qu'on en juge plutôt : « Avec l'intérêt calculé au taux légal de 6 % (1) dit la Chambre de Commerce de Paris, un passif de 100.000 fr. atteindra, en dix-sept ans, le total de 202.000 fr., en vingt-cinq ans, celui de 250.000 fr. Impuissant ou découragé en présence de pareils chiffres, le débiteur reculera presque toujours devant les abandons à faire pour rétablir l'honneur de son nom ». Aussi la loi nouvelle borne-t-elle l'obligation du failli au paiement de cinq années d'intérêts.

Il faut voir dans cette disposition non seulement une atténuation aux conditions rigoureuses que la loi du 28 mai 1838 faisait aux faillis, mais

(1) La Chambre de commerce oubliait que depuis la loi du 7 avril 1900, le taux légal est de 5 % en matière commerciale et 4 % en matière civile.

aussi une application toute spéciale de l'art. 2277 du Code civil.

La prescription de cinq ans est fondée, on le sait, surtout sur une considération d'ordre public : empêcher les débiteurs d'être écrasés par les arrérages. C'est donc bien le cas d'en faire l'application aux faillis qui sont, de tous les débiteurs, les plus exposés à voir leur dette s'augmenter à l'infini.

La loi du 30 déc. 1903 est muette sur la question des intérêts composés.

Nous avons examiné plus haut (1) la théorie qui exigeait anciennement le paiement des intérêts composés. Nous avons suffisamment démontré combien elle était contraire aux principes qui régissent la matière : nous n'y reviendrons pas.

D'ailleurs, bien que la loi nouvelle ne parle pas des intérêts composés, nous croyons qu'on ne pourrait les exiger sans se mettre en contradiction avec l'art. 604 nouveau 1^{er} alin. Ce texte spécifie en effet qu'on ne peut réclamer au delà de cinq ans d'intérêt : or exiger les intérêts composés, c'est exiger au-delà de cinq ans.

D'ailleurs quand même cette exigence ne serait pas contraire au texte de la loi, nous affirmons hardiment qu'elle serait contraire à son esprit : on a voulu alléger la situation des faillis. Dans

(1) 1^{re} partie, chapitre 1^{er}.

ce but on ne permet de leur réclamer que cinq ans d'intérêts, et il serait possible de réclamer en même temps l'intérêt de ces intérêts !

Il faut donc déclarer qu'en aucun cas les faillis ne seront tenus de payer les intérêts composés.

Nous arrivons au 2^e alin. de l'art. 604 nouveau, relatif au commerçant membre d'une société tombée en faillite. Nous savons que le Code de commerce n'accordait la réhabilitation dans ce cas que lorsque les dettes de la société avaient été intégralement payées.

Les auteurs de la proposition avaient supprimé ce paragraphe du Code de commerce, mais la commission du Sénat le rétablit. « Elle a de plus décidé le rétablissement du paragraphe du Code de commerce, qui n'autorise la réhabilitation d'un associé d'une maison de commerce tombée en faillite, qu'à condition de payer l'intégralité des dettes de la faillite, eût-il obtenu un concordat particulier. La pensée des auteurs de la proposition, en faisant disparaître cette disposition, était assurément de supprimer la solidarité en faveur de l'associé dont les créanciers avaient d'eux-mêmes limité la responsabilité en lui accordant un concordat particulier.

Cette faveur a été jugée excessive en tant que devant être accordée de plein droit. Mais il a été décidé qu'elle pourrait être admise suivant les cas par le tribunal, et une disposition spéciale a

été insérée, à cet effet, dans l'article relatif à la réhabilitation facultative (1) ».

Toutefois, en reproduisant les idées contenues dans l'ancien texte, la commission s'est bien gardée d'en reproduire les termes. Elle a préféré adopter une rédaction des plus défectueuses, de laquelle il semblerait résulter que le commerçant associé d'une maison de commerce tombée (2) en faillite ne peut obtenir la réhabilitation qu'en acquittant lui-même toutes les dettes de la société (arg. des mots « doit justifier *qu'il a acquitté...* ».)

Le simple bon sens suffit pour rectifier cette faute, mais il eût été préférable d'adopter l'ancienne rédaction « après avoir justifié que toutes les dettes de la société *ont été intégralement payées.* »

Bien entendu, quoique n'étant pas obligé de payer lui-même toutes les dettes de la société dès lors qu'elles sont en fait intégralement acquittées, le sociétaire doit avoir acquitté au moins la part qui lui incombe dans les dettes sociales. Autrement, il serait débiteur de ses coassociés qui auraient recours contre lui, et il ne pourrait soutenir que toutes ses dettes sont acquittées.

Nous avons examiné plus haut (3) une hypo-

(1) Rapport de M. Bérenger. *J. Off.* du 3 fév. 1901, Sénat, annexe n° 430, p. 857, col. 2.

(2) Dans le *Journal Officiel* on lit *tombé* au lieu de *tombée*.

(3) 1^{re} partie, chapitre 1^{er}.

thèse qui se présente peut-être rarement dans la pratique, mais qui tout au moins peut se présenter. Le failli peut ne pas trouver un créancier, ou bien il peut se faire qu'un créancier, par malice ou pour tout autre motif, refuse de recevoir son paiement.

Nous avons dit (1) que si le créancier refusait de recevoir son paiement, le débiteur avait le droit, conformément aux art. 1257 et suiv. C. civ., de recourir aux offres réelles suivies de consignation et que la consignation seule devait être admise a fortiori lorsque le domicile du créancier était inconnu, ou son existence même incertaine.

Cependant les différents orateurs qui ont pris part aux discussions auxquelles ont donné lieu la loi du 30 décembre 1903 ont jugé bon de s'en lamenter sur le triste sort fait au failli dans ce cas.

« Il arrive souvent dans les faillites d'une date éloignée que tous les créanciers ou héritiers de créanciers ne peuvent être retrouvés; ajoutons qu'il en est aussi qui, par pure malveillance, refusent leur paiement. La réhabilitation devient alors impossible. Il convient d'autoriser alors le dépôt des sommes dues, à la caisse des dépôts et des consignations (2) ».

« Lorsque, dans la pratique, un commerçant

(1) 1^{re} partie, chapitre I^{er}.

(2) Exposé des motifs. *J. Off.*, Sénat, annexe n° 16, p. 12, colonne 2.

failli revenu à meilleure fortune veut désintéresser ses créanciers, il arrive fréquemment qu'on se heurte à des difficultés insurmontables. Il s'est écoulé parfois de longues années depuis le jugement déclaratif. Des créanciers admis au passif, ont complètement disparu de la région sans qu'on puisse découvrir leur nouvelle adresse. D'autres sont morts et on ne connaît pas leurs héritiers. Et alors la réhabilitation devient impossible pour l'honnête homme qui a fait tant de loyaux efforts pour effacer jusqu'aux dernières traces de son désastre commercial.

Il arrive également qu'un créancier se refuse à accepter le montant de ce qui lui est dû. Les raisons de ce refus se trouvent dans des conditions variées où la malice trouve aussi sa place. Alors il faut plaider (?) c'est-à-dire retarder encore une mesure que le malheureux failli a tant d'impatience à voir réaliser.

Désormais ces difficultés n'existeront plus. En l'absence du créancier ou sur son refus d'accepter, on déposera à la Caisse des dépôts et consignations, le montant de la créance affirmée au passif de la faillite par le créancier absent ou récalcitrant, majoré des intérêts de cinq années au plus. La justification du dépôt vaudra quittance (1). »

(1) Rapport de M. O. Lauraine *J. Off.* des 5 et 12 octobre

Il est pourtant un cas pour lequel il ne saurait y avoir de difficulté : lorsque le créancier refuse son paiement, l'art 1257 C. civ., est certainement applicable.

Mais alors pourquoi tant s'attendrir ?

Cela cadrerait bien avec le sombre tableau que l'on traçait de la situation des faillis, et dans ces conditions MM. les rapporteurs s'inquiétaient peu, sans doute, de l'exactitude de leurs allégations. Et puis, est-ce qu'un membre du Parlement a besoin de connaître le Code civil ?

Quoiqu'il en soit, le dernier alinéa de l'art. 604 nouveau n'est pas inutile puisqu'il consacre formellement pour le failli le droit de consigner les fonds dus, même en cas d'absence du créancier intéressé, sans offres réelles préalables.

Cette dispense des offres réelles précédant la consignation est évidente au cas de disparition ou d'absence (1).

1903, Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 1081, p. 963, colonne 1.

(1) Le mot *absent* ne nous semble pas pris ici dans le sens qui lui est donné dans le Code civil. Il doit signifier *non présent* et cette assertion est confirmée par l'emploi du terme *disparition* qui précède le mot *absence* auquel il correspondait probablement dans la pensée des auteurs de la loi. C'est assurément un langage peu juridique, mais qui n'est pas fait pour étonner de la part de ceux qui l'emploient. De nos jours, le *législateur* ne peut-il pas se définir : « Personnage qui fait des lois sans connaître au juste celles qu'il veut modifier ni souvent celles qu'il a créées ».

Nous croyons aussi, mais la question est plus délicate, que le débiteur est dispensé des offres réelles préalables même au cas de refus de recevoir.

L'art. 604 met en effet formellement sur le même pied les cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir et déclare que dans ces cas *la somme due est déposée à la Caisse des dépôts et consignations, et la justification du dépôt vaut quittance.*

Devant un texte aussi formel l'hésitation ne nous semble pas possible, et la règle du Code civil doit être écartée. *Specialia generalibus derogant.*

Et cependant il est incontestable que les législateurs ne pensaient nullement à modifier l'art. 1.257 du Code civil. Nulle part dans les travaux préparatoires ce texte n'a été mentionné. Jamais, dans les discussions de la loi, il n'en a été question. C'est donc sans s'en douter que nos législateurs ont modifié cette règle qu'ils ne connaissaient peut-être même pas.

Mais encore une fois, le texte est formel : il faut le respecter. Cette modification involontaire est d'ailleurs loin d'être regrettable. A quoi bon exiger que des offres réelles soient faites au créancier qui a déjà refusé de recevoir son paiement ?

Ce serait une complication inutile. On objectera peut-être que l'intérêt du débiteur exige les

offres réelles qui lui permettront de prouver plus facilement qu'il a réellement offert le paiement. C'est incontestable ; mais le débiteur conserve toujours le droit d'employer ce procédé. Ce n'est donc pas un motif pour l'obliger à y recourir s'il se croit en mesure de justifier autrement d'avoir offert de désintéresser le créancier récalcitrant.

Nous avons dit que la réhabilitation de droit supposait la réunion de deux conditions.

II. — Nous avons étudié la première et nous allons passer maintenant à la deuxième : le failli ne doit pas être indigne d'être réhabilité (1).

Sont indignes, le banqueroutier frauduleux et les personnes condamnées pour vols, escroqueries ou abus de confiance (art. 612 nouveau).

Nous ne voyons plus figurer sur cette liste les stellionataires, tuteurs, administrateurs et autres comptables qui n'ont pas rendu et soldé leurs comptes. Il en faut conclure que leur condition est en tous points semblable à celle des autres faillis.

Bien plus, le banqueroutier frauduleux, qui n'était jamais admis à la réhabilitation sous l'empire de l'ancienne législation, peut l'obtenir avec la loi nouvelle à la condition d'avoir obtenu au préalable, sa réhabilitation pénale.

(1) Les conditions sont les mêmes que celles qui étaient exigées, on se le rappelle, par le Code de commerce.

La même condition est imposée aux personnes condamnées pour vols, escroqueries ou abus de confiance.

Nous croyons ne pouvoir mieux faire que de renvoyer à l'exposé des motifs, pour faire connaître les raisons de ce changement. « D'après l'art. 612 du Code de commerce, le banqueroutier simple peut être admis à la réhabilitation, à la seule condition d'avoir subi sa peine.

Le banqueroutier frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance sont exclus. Il en est de même des stellionataires, des tuteurs, administrateurs ou autres comptables, qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes.

On peut se demander si la première de ces dispositions n'est pas trop douce et si les autres ne sont pas excessives.

Pourquoi admettre le banqueroutier simple avant qu'il se soit fait relever de la condamnation qu'il a encourue, par la réhabilitation pénale?

Pourquoi exclure les banqueroutiers frauduleux et autres condamnés, si les condamnations par eux subies ont été effacées, suivant les termes de la loi du 14 août 1885, par cette même réhabilitation et s'ils sont rentrés ainsi dans la plénitude de leurs droits ?

La proposition de MM. Millaud et Bardoux s'exprimait à l'égard de ces derniers, dans les

termes suivants : — Si le commerçant failli qui a été condamné pour banqueroute frauduleuse a plus tard obtenu la réhabilitation pénale, on se demande pour quels motifs d'ordre public il ne pourrait être admis à la réhabilitation commerciale.

L'opinion de l'honorable M. Larombière apportée à la tribune du Sénat le 15 janvier dernier, est formelle à cet égard.

Cette restriction des effets généraux de la réhabilitation pénale, dit-il dans son rapport à la cour de cassation, a été signalée à votre commission par l'un de ses membres comme constituant une véritable anomalie.

Sans méconnaître les différences essentielles qui distinguent l'une de l'autre les deux réhabilitations, sous les divers rapports de leurs causes légales, de leurs conditions particulières, des justifications exigées et des juridictions compétentes, il a exprimé l'avis que la *juridiction* ? (1) criminelle ne pouvait conserver son caractère de restitution intégrale qu'à la condition de rétablir pour l'avenir, sans distinction ni exception, le condamné réhabilité dans la plénitude de sa capacité civile. Il s'agirait donc d'abroger le second paragraphe de l'art. 634 du Code d'ins-

(1) On doit évidemment lire *réhabilitation* au lieu de *juridiction*.

truction criminelle et de modifier la rédaction de l'art. 612 du Code de commerce.

Nous sera-t-il permis d'ajouter, après une autorité aussi haute, que si le banqueroutier a la certitude qu'en effaçant les traces d'une condamnation criminelle, il reste exposé à toutes les rigueurs d'une législation commerciale qui ne lui laisse aucune espérance, même s'il paie intégralement toutes ses dettes, il est fort probable qu'il ne réclamera point d'être réhabilité pénalement.

La société tout d'abord, puis les créanciers intéressés et non remboursés, souffriront d'un tel ostracisme. Or, ne voit-on pas ce qu'il y a d'illogique et de contraire à la justice de traiter plus défavorablement les créanciers d'un banqueroutier que ceux d'un simple failli ou d'un négociant ayant bénéficié des nouvelles dispositions relatives à la liquidation judiciaire. Nous approuvons pleinement ces considérations et admettons en conséquence la modification à l'art. 612, qui en était la conclusion.

Quant au stellionataires, tuteurs, administrateurs, etc., nous comprenons que les circonstances relevées contre eux puissent être un sérieux obstacle à leur réhabilitation, si surtout elles se rattachent directement à leur faillite, mais nous jugeons qu'il est préférable de n'en

pas faire une présomption légale d'indignité et d'en laisser l'appréciation au juge (1) ».

Quant au banqueroutier simple, sa situation n'a pas été réglée par la loi. De l'exposé des motifs il résulte, on a pu s'en rendre compte par les passages que nous venons de citer, que l'art. 612 ancien, 2^e alin., était trouvé trop doux.

On voulait placer le banqueroutier simple et le banqueroutier frauduleux sur le même pied; mais on a oublié de le faire!

Dans quelles conditions le banqueroutier simple peut-il donc être réhabilité?

Pour MM. Griolet et Ch. Vergé fils, la solution est toute simple (2).

Les nouveaux art. du Code de commerce sont muets sur la question, puisqu'on a supprimé le 2^e alinéa de l'art. 612 ancien, du Code de commerce. D'autre part, les législateurs ont à plusieurs reprises indiqué leur pensée en déclarant que le texte était trop doux. « D'où il faut conclure, *dans le silence de la loi!* que le banqueroutier simple ne peut plus être réhabilité commercialement que dans les mêmes conditions que le banqueroutier frauduleux. »

Ce n'est pas plus difficile que cela!

Quant aux principes généraux en matière de

(1) Annexe n° 16, p. 12, colonne 3.

(2) D. 1904, 4, 1. Note 1 sous l'art. 612.

déchéance, de pénalité, on en est quitte pour sauter par dessus à pieds joints !

Ainsi, *dans le silence de la loi*, on va décider que le banqueroutier simple, qui pouvait autrefois obtenir la réhabilitation commerciale après avoir subi sa peine, devra dorénavant commencer par se faire réhabiliter pénalement !

Et l'on reconnaît aussitôt après que c'est une aggravation dans la situation du banqueroutier simple !

Nous avons cru jusqu'ici qu'en matière de déchéances, il fallait adopter l'interprétation restrictive. Nous avons cru que pour créer comme pour aggraver une incapacité (et c'est bien d'une incapacité qu'il s'agit, incapacité d'obtenir la réhabilitation) il fallait un texte formel et précis. Nous avons toujours entendu dire qu'en droit pénal il n'y avait jamais de peine sans texte ni au-delà du texte (et nous sommes bien un peu ici dans le domaine du droit pénal) et l'on vient nous dire : « Le texte est muet ; il faut adopter la solution la plus dure. » Et l'on se fonde pour cela sur une prétendue volonté du législateur !

La théorie ne tient pas debout.

Le texte ancien est abrogé. Le texte nouveau est muet. Une seule solution est possible. Le banqueroutier simple peut demander la réhabilitation dans les mêmes conditions que tous autres faillis, il est soumis au droit commun.

La déchéance édictée contre lui par le Code de commerce a été supprimée en même temps que le texte qui l'établissait et pour qu'elle revécût, il faudrait un texte précis, car aucune déchéance ne saurait subsister sans texte.

Or, le nouvel art. 612 pas plus qu'aucun autre ne la rétablit.

Donc elle reste définitivement supprimée.

Le résultat est fâcheux, contraire à l'intention du législateur, nous en convenons volontiers. Mais ce n'est pas une raison pour violer les principes juridiques les plus certains.

La loi est défectueuse : que le législateur y introduise au plus vite le paragraphe qu'il n'eût pas dû oublier d'y faire figurer. Mais ce n'est pas à l'interprète de corriger ses fautes, surtout quand il s'agit comme en ce moment d'une disposition qui touche de si près, nous le répétons une dernière fois, au droit pénal.

Sous prétexte de suivre son intention certaine, même incontestée, nous n'avons pas le droit de créer de toutes pièces une déchéance.

Telles sont les conditions exigées par l'art. 604 pour la réhabilitation de droit.

DEUXIÈME SECTION

RÉHABILITATION FACULTATIVE

L'art. 605 règle celles qui sont exigées pour la réhabilitation facultative.

Ce texte vise trois hypothèses différentes : toutefois, deux conditions communes à ces trois cas sont exigées par les deux premiers alinéas. Nous étudierons d'abord les conditions communes, pour examiner ensuite les trois cas dans lesquels la réhabilitation facultative peut être accordée.

I. — La condition *sine qua non* de toute réhabilitation facultative, c'est d'abord qu'un délai de cinq années se soit écoulé depuis le jugement déclaratif. De plus, le failli doit être dans le cas de *probité reconnue*.

La première de ces conditions est facile à vérifier.

Quant à la deuxième, le législateur a employé à dessein une formule assez vague qui laisse au juge le pouvoir d'appréciation le plus étendu, tout en lui indiquant suffisamment dans quel cercle il peut se mouvoir et sur quelles bases il doit fonder sa décision.

II. — 1^o La première hypothèse dans laquelle l'art. 605, 3^e alinéa, accorde la réhabilitation facultative est celle où un concordat a été accordé au failli.

Pour qu'il y ait lieu à la réhabilitation, il faut que lors de la demande, le failli ait intégralement payé les dividendes qu'il a promis.

Un léger incident fut soulevé lors de la discussion de cet alinéa.

A la séance du 29 novembre 1901, M. Ch. Girard demanda si un failli concordataire qui aurait promis de payer dix à quinze pour cent, exigibles par annuités, pendant dix ou quinze années, pourrait obtenir sa réhabilitation au bout de cinq années en justifiant du paiement des dividendes échus.

Le rapporteur lui répondit négativement ; mais il insista encore, soutenant que : « qui a terme ne doit rien ! »

M. Bérenger fit remarquer que le texte exigeait le paiement des dividendes *promis*, ce qui comprenait tout à la fois les dividendes échus et ceux non échus (1).

Nous avons voulu rapporter cet incident parcequ'il peut être utile à l'interprétation de l'expression « les dividendes promis » laquelle à vrai dire, ne nous semble pas être de nature à soulever de grandes difficultés.

Comme l'a justement fait remarquer le rapporteur, le texte exigeant le paiement des dividendes promis, le failli devra justifier du paiement des dividendes échus et des dividendes à échoir s'il veut obtenir la réhabilitation.

Nous avons vu, en étudiant l'article précédent que l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, ne pouvait obtenir la réhabilitation de

(1) *J. Off.* du 30 novembre 1901. Sénat (séances).

droit qu'à la condition de justifier que toutes les dettes de la société ont été payées, alors même qu'il aurait obtenu un concordat particulier.

Toutefois, si dans ce dernier cas il se voit refuser la réhabilitation de droit, il n'est pas exclu de la réhabilitation facultative.

L'art. 605, 3^e alinéa, déclare en effet que cet associé doit être assimilé aux autres faillis concordataires. C'est donc dire qu'il ne pourra obtenir la réhabilitation que si, d'une part, il se trouve dans les conditions exigées par les deux premiers alinéas de l'art. 605, et, d'autre part, s'il a intégralement payé les dividendes stipulés dans son concordat particulier.

2^o Aux termes de l'art. 605, 4^e alinéa, pourra obtenir la même réhabilitation facultative, toujours après un délai de cinq années et en cas de probité reconnue, celui qui aura obtenu remise totale de ses dettes.

Il va de soi que le demandeur doit justifier de cette remise.

Le Tribunal appréciera si elle est sincère et si elle ne masque pas des engagements nouveaux. Quant aux moyens de vérifier les dires du demandeur, il va de soi que le Tribunal jouit d'un pouvoir discrétionnaire.

3^o Le même texte autorise la réhabilitation du failli qui justifie du consentement unanime de ses créanciers à sa réhabilitation.

Les auteurs de la proposition de loi voulaient que, dix ans après le jugement déclaratif, le failli qui justifierait « s'être libéré dans l'état compatible avec ses ressources et n'avoir pu, malgré ses efforts persévérants, se libérer entièrement, (1) » pût être réhabilité. Mais cette disposition fut vivement critiquée par MM. Fortier et Monis qui prétendaient, l'un, qu'elle ne profiterait qu'à des faillis indignes de cette faveur, l'autre, que le Tribunal de commerce serait dans l'impossibilité de juger si vraiment le failli avait fait tous ses efforts pour se libérer (2). Puis M. Chaumié soutint que l'on sacrifiait les créanciers et finalement la disposition fut rejetée (3); la réhabilitation facultative est donc limitée au cas que nous venons d'examiner.

La réhabilitation facultative se distingue de la réhabilitation de droit non seulement par les conditions que la loi exige, mais aussi, nous devrions dire surtout, par le pouvoir d'appréciation laissé aux juges.

Ce pouvoir résulte du texte même de l'art. 605: « *Peut* obtenir sa réhabilitation... » et non plus « *Est réhabilité*... ».

(1) Proposition (modifiée par la commission sénatoriale). Rapport de M. Bérenger. *J. Off.* du 3 fév. 1901. Annexe, n° 430.

(2) Séance du 15 nov. 1901. *J. Off.* du 16.

(3) Séance du 26 nov. 1901. *J. Off.* du 27.

Il est aussi pleinement confirmé par les travaux préparatoires. Aux adversaires de la loi, à tous ceux qui craignaient de voir sacrifier trop légèrement les intérêts des créanciers, le rapporteur répétait invariablement que les tribunaux avaient toute latitude pour accorder ou refuser la réhabilitation, qu'ils sauraient sauvegarder les droits des créanciers. Il faut donc dire que le tribunal de commerce jouit du pouvoir le plus absolu pour accorder ou refuser la réhabilitation alors même que les conditions exigées par l'art. 605 seraient réunies. Les juges ne relèvent sur ce point que de leur conscience, et leur décision échappe au contrôle de la Cour suprême.

Aucune autre condition n'est exigée par la loi du 30 décembre 1903 soit pour la réhabilitation de droit, soit pour la réhabilitation facultative. C'est ainsi que le failli peut être réhabilité après sa mort comme auparavant. Remarquons d'ailleurs que l'art. 614 du code de commerce n'a été ni modifié ni abrogé.

CHAPITRE II

PROCÉDURE

Nous arrivons maintenant à l'étude de la procédure de la réhabilitation.

Elle est organisée dans les nouveaux art. 606 à 611 c. com., qui régissent la réhabilitation facultative aussi bien que la réhabilitation de droit.

Deux traits caractérisent la nouvelle procédure : la demande en réhabilitation est de la compétence des tribunaux de commerce et non plus des cours d'appel ; on s'est efforcé de restreindre la publicité considérable et en bonne partie inutile à laquelle elle était soumise en vertu du code commerce.

Voici dans quels termes l'exposé des motifs s'exprime sur la nécessité de cette double modification : « Les caractères principaux de la procédure organisée par la loi actuelle sont :

La publicité de la demande par affiches apposées pendant deux mois dans les salles des tribunaux civil et de commerce, à la Bourse ou à la maison commune et par insertions dans les papiers publics, puis celle de la décision par

lecture publique aux audiences des tribunaux civil et de commerce (art. 607 et 611) ;

La faculté d'opposition accordée à tout créancier et même à toute autre partie intéressée, sans toutefois pouvoir se porter partie au procès (art. 608) ;

La compétence de la cour d'appel.

Pour beaucoup de faillis, les deux premières conditions sont vraiment cruelles. L'une les met dans la nécessité de livrer au public, au lieu même de leur domicile, le secret d'un passé oublié ou même ignoré, si la faillite a été déclarée ailleurs, et parfois sans avoir la certitude de l'admission de la demande. L'autre peut les livrer à la malveillance des rancunes privées et aux entreprises de chantage.

On peut se demander quelle est leur utilité et comment il se fait qu'elles soient imposées à la réhabilitation commerciale alors que le secret de l'instruction et du jugement d'une part, et de l'autre l'interdiction de l'intervention des tiers, eussent-ils été victimes du délit, sont la règle de la réhabilitation pénale.

Quant à la juridiction, elle peut paraître excessive. La loi de 1889 sur la liquidation judiciaire l'a jugé ainsi. Car c'est au tribunal de commerce qu'elle a conféré le droit de statuer sur la réhabilitation partielle qu'elle institue.

Les codes étrangers en ont unanimement fait

autant. Attribuer la compétence au tribunal de commerce a d'ailleurs l'avantage d'autoriser l'appel des décisions, qui existe à peu près partout (1). »

Aux termes de l'art. 606 nouveau, la demande est adressée non pas à la Cour d'appel, mais au procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée.

La requête doit être accompagnée des quittances et autres pièces justificatives. Le procureur de la République en adresse des expéditions certifiées par lui au président du tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au procureur de la République du domicile du demandeur. Ces magistrats doivent se livrer à une enquête approfondie sur la vérité des faits exposés.

Nous nous contentons d'exposer très sommairement les nouveaux textes, qui sont jusqu'ici à peu près semblables aux anciens, sauf en ce que la requête est adressée au procureur de la République au lieu de l'être à la cour et en ce que l'enquête est menée tout au plus par trois magistrats au lieu des quatre qui pouvaient être appelés à y prendre part sous l'empire du Code de commerce. Nous nous contentons de renvoyer, pour plus amples développements, à ce que nous

(1) Annexe n° 16, p. 12, colonne 2.

disions dans la première partie en étudiant l'ancienne procédure. (1)

La seule mesure de publicité à laquelle soit soumise la demande, est l'affichage dans l'auditoire du tribunal de commerce au lieu de l'affichage dans les nombreux endroits énumérés dans l'ancien art. 607, accompagné de l'insertion dans les journaux.

De plus, si on ne se trouve pas dans l'hypothèse de l'art. 604, mais dans celle de l'art. 605 (réhabilitation facultative) c'est-à-dire si les créanciers vérifiés à la faillite ou reconnus par une décision judiciaire postérieure, n'ont pas tous été intégralement payés, il sera donné avis de la demande, par lettres recommandées, à ceux d'entre eux dont la créance n'a pas été acquittée.

La demande reste affichée dans l'auditoire du tribunal de commerce (où elle n'est lue de personne), pendant le délai d'un mois, soit moitié moins longtemps que l'affichage durait autrefois.

De même que le code de commerce, la loi nouvelle reconnaît à tout créancier *qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'art. 605* (2) le droit de former opposition.

Nous ne voyons plus dans l'art. 608 les mots *et toute autre partie intéressée*, qui figuraient dans l'ancien texte.

(1) 1^{re} partie, chapitre II.

(2) Au lieu de 605, c'est évidemment 604 qu'il faut lire.

Il en faut conclure que seuls, les créanciers non payés ont le droit de former opposition, ce qui d'ailleurs est bien en harmonie avec l'intention du législateur, qui voulait faciliter au failli autant que possible l'accès à la réhabilitation.

L'art. 608 permet de faire opposition pendant toute la durée de l'affaire et non plus seulement pendant la durée de l'affiche, comme le permettait le Code de commerce.

L'opposition se fait par simple acte au greffe du Tribunal de Commerce appuyé des pièces justificatives.

Nous savons que le Code de commerce refusait au créancier opposant le droit d'intervenir dans l'instance pour soutenir son opposition.

Dans le système de la commission sénatoriale, l'art. 608 reproduisait l'ancien texte. Mais cette disposition donna lieu à de vives critiques.

M. Ch. Girard présenta un amendement accordant aux créanciers opposants le droit d'intervention. Mais le Sénat ayant rejeté le dernier paragraphe de l'art. 605 présenté par la commission, paragraphe tendant à accorder la réhabilitation facultative après dix années au failli qui justifierait s'être libéré dans la mesure compatible avec ses ressources, M. Girard déclara retirer son amendement devenu, selon lui, inutile.

L'amendement fut repris par M. Chaumié, qui

soutint qu'en présence de l'art. 605, 1^{er} alinéa, il conservait toute son utilité.

La réhabilitation étant facultative dans ce cas, il y a des éléments d'appréciation et ces éléments sont tous ceux qui constituent la faillite, la bonne foi du débiteur, ceux qui font que le créancier a intérêt à ce que la réhabilitation soit refusée. Dans ces conditions, il fallait accorder au créancier le droit d'intervenir et comme corollaire de ce droit, celui de soutenir son intervention.

M. Monis intervint aussi dans la discussion pour déclarer que dans la plupart des concordats se trouvait la clause que dans le cas de retour à meilleure fortune, le débiteur acquitterait l'intégralité de ses dettes. Dans ce cas, les créanciers opposants pouvaient avoir un intérêt capital à intervenir dans l'instance. . . . Et sur cette double *intervention* l'amendement fut voté (1).

Il est devenu le dernier alinéa du nouvel art. 608.

Le créancier opposant qui voudra intervenir dans l'instance, devra présenter une requête au Tribunal de commerce et la faire notifier au débiteur.

L'art. 609 est la reproduction presque littérale de l'ancien texte : aussi nous contentons-nous

(1) Séance du 26 novembre 1901. *J. Off.* du 27, Sénat, p. 1350.

d'en faire connaître les idées pour renvoyer aux développements donnés dans la première partie.

Aux termes de cet article, lorsque le délai d'un mois est expiré, le résultat des enquêtes et les oppositions qui ont pu être formées, sont communiquées au Procureur de la République saisi de la demande.

Celui-ci doit les transmettre au Président du Tribunal de commerce qui doit connaître de la demande en y joignant son avis personnel. Cet avis doit être motivé.

Ce texte nous rappelle la réflexion que nous avait suggérée l'ancien art. 609.

En quoi le Procureur de la République peut-il avoir à transmettre des oppositions au président du Tribunal de commerce, puisque celles-ci doivent être faites au greffe du Tribunal de commerce ?

Mais il y a mieux. En vertu de l'art. 606, 2^e alinéa, le président du Tribunal de commerce doit être chargé par le procureur de la République de procéder à une enquête. Quand il a terminé, ou mieux, quand le délai est expiré, il doit aux termes de l'art. 609, en communiquer le résultat au procureur de la République qui l'avait chargé de cette mission, puis ce même procureur doit, toujours en vertu de l'art. 609, lui transmettre le résultat de l'enquête que lui, président du tribunal de commerce, avait faite !

Quel galimatias ! Et il ne s'est trouvé ni à la Chambre, ni même au Sénat, un seul « honorable » pour faire remarquer cette incohérence !

Quand nos législateurs veulent rendre une idée déjà exprimée par le Code de commerce, ils trouvent moyen d'en changer la rédaction et de la rendre défectueuse (1) mais quand ils se trouvent en présence d'une rédaction défectueuse, ils s'empressent de se l'approprier, sans même se rendre compte qu'ils aggravent encore la bévue.

La loi nouvelle est muette sur une question que tranchait l'ancien art. 610 : le failli a-t-il qualité pour provoquer le jugement sur sa demande en réhabilitation ?

Nous savons que suivant le Code de commerce, c'était le procureur général qui devait s'occuper de faire statuer la Cour.

Mais l'art. 610 est supprimé et remplacé par un nouveau texte.

Dans le silence de la loi, il faut appliquer le droit commun et décider que c'est le failli qui a qualité pour obtenir le jugement.

En cas d'opposition, le tribunal appelle, s'il y a lieu, le failli et les créanciers opposants devant lui pour les entendre contradictoirement. Mais le législateur, mû par le désir de ne pas trop

(1) V. *supra* ce que nous avons dit au sujet de l'art. 604, 2^e alinéa.

ébruiter la demande, (pensée que nous retrouvons souvent) veut que ce débat ait lieu en la chambre du conseil (art. 610 1^{er} alin.). C'est sans doute encore la même raison qui a inspiré la seconde partie de cet alinéa, aux termes de laquelle le demandeur peut se faire assister d'un conseil, ce qui revient à le défendre à l'opposant.

Cette interdiction ne nous semble que peu justifiée. Pourquoi ne pas mettre les deux adversaires sur le pied d'égalité ? Puisque l'on permettrait au débiteur de se faire assister d'un conseil, il fallait le permettre aussi au créancier.

Craignait-on d'augmenter la publicité ? Ce n'est pas la présence d'une personne de plus ou de moins qui pourrait avoir une grande importance. Les conseils sont d'ailleurs astreints au secret professionnel.

Lorsque le demandeur est dans le cas de l'art. 604, le rôle du tribunal consiste simplement à contrôler si les justifications produites sont sincères et conformes à la loi. Dans ce dernier cas, le tribunal prononce la réhabilitation, ou plutôt constate que le failli est réhabilité (art. 610, 2^{me} alinéa).

Le failli se trouve-t-il au contraire dans l'un des cas prévus par l'art. 605, le tribunal apprécie souverainement les circonstances de la cause (art. 610, 3^e alinéa).

Nous disons qu'il jouit pour cette appréciation d'un pouvoir souverain.

En effet, l'art. 605 porte : *Peut* obtenir sa réhabilitation..... et non pas : *Obtiendra* sa réhabilitation...., comme il aurait fallu mettre si l'on avait voulu créer un droit pour le failli réunissant les conditions voulues par la loi. D'ailleurs il a été dit et répété sur tous les tons, tant à la Chambre qu'au Sénat, que l'on voulait créer à côté de la réhabilitation de droit, une réhabilitation facultative.

Le tribunal peut donc refuser la réhabilitation alors même que le failli justifierait qu'il se trouve bien dans l'un des cas prévus par l'art. 605.

Quel que soit le parti auquel s'arrête le tribunal, qu'il s'agisse de l'art. 604 ou de l'art. 605, le jugement doit être rendu en audience publique (art. 610, 4^{me} alin).

De plus, et c'est là encore un des principaux points sur lesquels a porté la réforme, ce jugement est susceptible d'appel (art. 610 5^{me} alin). C'est une garantie de plus donnée au failli et aussi aux créanciers opposants.

Le droit d'appel est accordé non seulement au failli, mais aussi aux créanciers opposants et au procureur de la République. Il doit être exercé dans le délai d'un mois. Ce délai ne court pas à dater du jugement mais à partir du moment où

ce dernier a été notifié aux divers intéressés, par lettres recommandées.

Nous trouvons encore dans le 6^{me} alinéa de l'art. 610 un modèle de rédaction défectueux.

Nous venons de voir dans l'alinéa précédent que les créanciers opposants avaient pour appeler, un délai d'un mois *à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées*. Et que lisons nous dans celui-ci ? *Les créanciers opposants seront également avisés du jugement !*

C'est à n'y rien comprendre, et nous défions le jurisconsulte le plus distingué d'y comprendre quelque chose s'il ne trouve pas la clef de ce mystère qui est, peut-être, dans les travaux préparatoires.

L'art. 610, 5^{me} et 6^{me} alin., présenté par la commission était ainsi conçu : « Il pourra être frappé d'appel, tant par le demandeur que par le procureur de la République, dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées. Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront, etc. » (1).

Mais M. Girard proposa un amendement qui ajoutait dans le 6^{me} alinéa les mots : « et les créanciers opposants » et supprimait le 7^{me} alinéa.

(1) Ces deux alinéas sont devenus le 5^e et le 6^e, par suite de la suppression du 1^{er} alinéa de l'art. 610.

Cet amendement, disait-il, était la conséquence du droit d'intervention reconnu aux créanciers dans l'art. 608. L'amendement fut adopté, en ce qui concerne le 6^{me} alinéa, puis M. Girard déclara le retirer en ce qu'il était relatif au 7^{me} alinéa, sous prétexte qu'on pouvait laisser ce dernier sans inconvénient ! Or, non seulement il n'avait plus de raison d'être, mais encore avec la rédaction définitive du 6^{me} alinéa, il n'a plus aucun sens.

Il fallait en supprimer au moins la première partie, ou si l'on voulait à toute force le conserver, ne pas modifier le 6^e alinéa et intercaler dans le septième, la proposition relative au droit d'appel des créanciers, ce qui aurait donné :

» 6^e alinéa. — Il pourra être frappé d'appel tant par le demandeur que par le Procureur de la République dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées.

» 7^e alinéa. — Les créanciers opposants seront également avisés du jugement et pourront interjeter appel dans le même délai. »

Les auteurs du recueil périodique de Dalloz tentent une explication du texte que nous critiquons ; mais ils sont loin d'être affirmatifs, et nous comprenons leur hésitation (1).

(1) D. 1904, 4, 5. Note sous l'art. 610, n° 3.

« Des explications précédentes, disent-ils, *il semble* que l'on peut conclure que les créanciers opposants dont il s'agit dans le § 5 (l'ancien alinéa 6) sont les créanciers qui ont été parties dans l'instance, et que les créanciers mentionnés dans le § 6 (le 7^e alinéa du projet de la commission) sont ceux qui n'ont pas été parties dans l'instance! »

Cette explication est la plus plausible qui puisse être donnée.

Il faut avouer toutefois que si telle était véritablement la pensée des législateurs, ils auraient pu la formuler un peu plus clairement.

Si dans le 5^{me} alin. l'expression *les créanciers opposants*, désigne les créanciers qui sont intervenus dans l'instance, il est plutôt bizarre de l'employer dans l'alinéa suivant pour désigner les créanciers qui n'y sont pas intervenus !

Cette explication est donc loin d'être idéale ; toutefois elle a un grand avantage : elle permet d'expliquer la deuxième phrase du même alinéa, qui, sans elle, serait peut-être vouée à une obscurité éternelle. Il est bon de rappeler ici l'alinéa tout entier.

Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel.

Le sujet de la deuxième phrase (Ils) se rapporte évidemment au sujet de la première. Ce

sont donc les créanciers opposants qui ont le droit d'exercer leur droit d'opposition. Or c'est précisément en faisant opposition que l'on exerce ce droit...

D'autre part les créanciers opposants sont ceux qui ont fait opposition, qui ont déclaré dans un acte au greffe se porter opposants. Ils ont donc exercé leur droit et il ne saurait être question pour eux de l'exercer puisque c'est déjà fait.

En prenant à la lettre les expressions dont s'est servi le législateur on arrive donc à une véritable impossibilité.

Mais nous savons qu'il ne faut pas attacher une grande importance aux termes employés par nos législateurs. En admettant que les créanciers opposants du 6^e alinéa soient ceux qui ne sont pas intervenus dans l'instance, on peut dire que la seconde phrase de cet alinéa leur permet d'exercer leur droit d'intervention devant la Cour.

Pour accepter cette explication il faut admettre, il est vrai, que le terme opposition remplace le mot intervention; on pourrait être tenté de repousser la solution que nous indiquons.

Mais alors, comment expliquer cette phrase ? Outre l'impossibilité grammaticale que nous exposons tout à l'heure, il y a une raison de texte pour ne pas donner au mot opposition sa

signification normale. La proposition qui le contient ferait double emploi avec l'art. 608.

Ce texte dispose en effet que les créanciers peuvent former opposition *pendant la durée de l'affaire*.

Il est impossible d'employer une expression plus générale et il faut reconnaître par suite que l'opposition peut être formée aussi bien en appel qu'en première instance.

Dans ces conditions pourquoi déclarer dans l'art. 610 que les créanciers peuvent faire opposition devant la cour d'appel ? Cependant ce serait peut-être encore la meilleure solution puisqu'elle conduirait à ne tenir aucun compte de cette phrase. Autrement quelle explication donner ? En présence de l'obscurité du texte, nous renonçons à en trouver d'autres.

Le droit d'appel appartient-il à tous les créanciers indistinctement ?

L'art. 610 décide que le jugement portant admission ou rejet de la demande en réhabilitation pourra être frappé d'appel par les créanciers opposants.

On peut conclure *a contrario* que les créanciers non opposants ne peuvent, en aucun cas, exercer le droit d'appel. Cette induction est singulièrement fortifiée par les travaux préparatoires.

Nous savons en effet que le 5^e alinéa de l'art.

610, tel qu'il existe dans la loi, est la reproduction d'un amendement présenté par M. Girard, repris par M. Chaumié et adopté par le Sénat. A la suite de ce vote, M. Béranger, rapporteur, posa aux auteurs de l'amendement la question suivante : « Si les créanciers opposants ont été parties au procès, la cause étant appellable, ils peuvent former appel.

» Mais n'entendiez-vous pas réserver ce droit d'appel aux seuls créanciers opposants qui se seraient portés parties au procès ? Ou entendez-vous étendre également ce droit au simple opposant non intervenant dans l'instance ? »

M. Ch. Girard ayant répondu que le droit d'appel devrait appartenir à celui-là seul qui serait intervenu dans l'instance, le rapporteur ajouta : « Alors il faut le dire dans le texte. »

Le Président du Sénat fit alors remarquer que l'alinéa était déjà voté et fit passer à la discussion de l'alinéa suivant.

Il est incontestable que de la manière dont le texte est rédigé, le droit d'appel est reconnu aux créanciers opposants en général, et ce serait ajouter à la loi que refuser de le reconnaître au créancier opposant non intervenu dans l'instance. Mais il n'est pas en contradiction avec le texte de ne pas reconnaître le droit d'appel aux créanciers non opposants, et puisque les législateurs voulaient accorder ce droit seulement

aux créanciers intervenants, leur intention est bien d'accord avec le texte de la loi (une fois n'est pas coutume) pour le refuser aux créanciers non opposants.

S'il y a appel, la Cour après avoir examiné la demande, statue dans les formes ci-dessus prescrites pour les tribunaux de commerce (art. 10, 7^e alinéa).

C'est dire que les débats ont lieu en chambre du Conseil et que l'arrêt seul, doit être rendu en audience publique. Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer que la loi du 30 décembre 1903 a restreint autant que possible la publicité à laquelle était soumise la demande en réhabilitation.

Il en est de même pour l'arrêt qui la rejette ou l'admet.

Si la demande est rejetée, il n'y a lieu à aucune publicité.

Si au contraire elle est admise, le jugement ou l'arrêt doit être transcrit sur le registre du Tribunal de commerce du lieu de la faillite et sur celui du Tribunal de commerce du domicile du demandeur (art. 611, 2^e alinéa).

Mais nous ne retrouvons plus dans le nouveau texte la formalité de la lecture publique que prescrivait autrefois l'art. 611.

Par contre, le nouveau texte exige une autre

formalité qui, d'ailleurs, n'augmente à peu près pas la publicité.

L'arrêt ou le jugement doit être adressé au procureur de la République du lieu de naissance du demandeur, qui en fait mention sur le casier judiciaire en regard de la déclaration de faillite (art. 611, 3^e alinéa).

L'art. 611, 1^{er} alinéa, reproduit textuellement la deuxième partie de l'ancien art. 610, aux termes duquel la demande en réhabilitation lorsqu'elle avait été rejetée, ne pouvait être reproduite qu'après une année d'intervalle.

Nous renvoyons, en conséquence, aux explications données à l'occasion de ce texte.

CHAPITRE III

EFFETS

Comme sous l'empire du Code de commerce, la réhabilitation a pour effet principal de faire cesser toutes les déchéances attachées à l'état de faillite. Comme autrefois d'ailleurs, ce n'est pas le seul effet qu'elle produise.

La loi du 5 août 1899 étant toujours en vigueur, la faillite ne doit pas être inscrite sur les bulletins n° 1 et 2, à partir de la réhabilitation (art. 7, 2°).

La réhabilitation produit-elle encore l'effet que nous signalions en étudiant l'ancienne législation ? Transforme-t-elle toujours en obligations civiles les obligations naturelles résultant du concordat ?

Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de la réhabilitation de droit ou de la réhabilitation facultative.

Dans le premier cas, l'affirmative ne nous semble pas douteuse.

La réhabilitation de l'art. 604 est à peu de chose près, l'ancienne institution, et c'est dans la réglementation de cette dernière qu'il faut

puiser pour compléter la nouvelle ou élucider une question douteuse, toutes les fois que la loi ne l'interdit pas expressément.

Les raisons que nous avons données de notre solution s'appliquent encore : sur ce point il suffit de se reporter à ce que nous disions sur le même sujet dans notre première partie.

Il nous semble même que la loi nouvelle confirme singulièrement notre manière de voir.

Elle permet d'aspirer à la réhabilitation à celui-là qui a désintéressé intégralement tous ses créanciers. Quant à celui qui n'a pu payer que les dividendes promis dans son concordat, elle lui offre la réhabilitation facultative.

Il est donc bien naturel qu'elle se montre plus rigoureuse en ce qui concerne la première.

Arrive-t-il qu'après avoir obtenu la réhabilitation de l'art. 604 un failli voie se dresser devant lui un créancier qui réclame son paiement, il doit le désintéresser sous peine de se voir de nouveau déclarer en faillite.

D'ailleurs nous reconnaissons que dans ce dernier cas il pourrait encore réclamer la réhabilitation facultative, s'il réunissait toutes les conditions exigées par l'art. 605. La réhabilitation ne peut porter atteinte aux droits des créanciers.

C'est M. Béranger qui l'a déclaré, dans une circonstance un peu différente il est vrai ; mais il n'hésitait pas à poser en principe que la réha-

bilitation pouvait être atteinte par des faits postérieurs et disparaître totalement.

Voici d'ailleurs les explications qu'il a données au Sénat au cours de la séance du 26 novembre 1901 (1). « Messieurs, M. Fortier pose à la commission la question de savoir ce que vont devenir les droits des créanciers en présence de la réhabilitation prononcée, si les dispositions proposées par la commission sont adoptées. Je suis très heureux que notre honorable collègue m'adresse cette question parce qu'elle me permet de mettre en lumière un point sur lequel je ne me suis pas expliqué dans mes exposés précédents, croyant la réponse qu'elle comporte absolument évidente.

Voici ce que j'ai à répondre : la réhabilitation est une mesure gracieuse prise en faveur du failli, mais elle ne peut en quoi que ce soit modifier les droits des créanciers. Ces derniers dans certaines circonstances ont le droit de faire rouvrir la faillite. C'est le cas que l'honorable M. Fortier vous a indiqué. Il arrive au failli quelque élément de fortune imprévu : c'est une succession, ce sont des grains particuliers auxquels on ne songeait pas.

M. E. Millaud. — C'est un lot par exemple.

Le Rapporteur. — Les créanciers ont dans

(1) *J. Off.* du 27. Sénat, p. 1345, colonne 1.

ce cas le droit de faire rouvrir la faillite. Qu'advient-il si la réhabilitation a été accordée ?

Eh bien ! il en sera absolument de même et je n'ai pas de raison d'en douter.

M. Fortier nous dit il est vrai : « Mais du moment que le failli sera réhabilité, il n'y aura plus de faillite. »

Messieurs, les mots mêmes que M. Fortier a employés : réouverture de la faillite indiquent bien que, sans réhabilitation, la faillite avait cessé, c'est même pour cela qu'il y avait lieu de la faire ouvrir de nouveau. Il en sera de même en cas de réhabilitation.

La situation personnelle du failli sera changée, mais il ne sera rien modifié aux droits des créanciers. La réhabilitation n'empêchera pas, en effet le failli de rester débiteur vis-à-vis de ses créanciers. Il ne sera nullement libéré à leur égard de ses anciennes obligations.

La réouverture, à quoi équivaldra-t-elle ?

Elle équivaldra à une nouvelle faillite prononcée. »

Si dans le cas de l'art. 604 il faut admettre la transformation de l'obligation naturelle résultant du concordat, en obligation civile, il n'en est plus de même dans le cas de l'art. 605.

Pour cette réhabilitation la loi n'exige que le paiement des dividendes promis ou encore la

remise des dettes ou le consentement des créanciers.

Cette disposition nous semble incompatible avec la faculté d'exiger un paiement supplémentaire : ce serait ajouter aux exigences de la loi et en pareille matière, il faut adopter l'interprétation restrictive.

On objectera sans doute que l'article 605 a été écrit en vue des débiteurs malheureux et que le législateur voulait leur étendre le bénéfice d'une institution qui ne leur était accessible autrefois qu'à la condition que la fortune leur eût souri depuis leur chute. On ajoutera que si le débiteur ainsi réhabilité revient ensuite à meilleure fortune, il n'y a plus de motifs de lui conserver le bénéfice d'une disposition que justifiaient seuls ses malheurs et sa bonne foi. Nous reconnaissons la justesse et la force de ces arguments ; mais à notre avis toute la question se concentre sur le terrain des principes ; et entre les principes et le sentiment, il n'est pas permis d'hésiter : rien ne doit faire fléchir les principes.

Nous savons que l'art. 614 du Code de commerce n'a pas été modifié : nous renvoyons donc à notre première partie pour tout ce qui concerne les effets de la réhabilitation obtenue après la mort du failli.

CHAPITRE IV

COMPARAISON DE LA RÉHABILITATION PÉNALE AVEC LA NOUVELLE RÉHABILITATION COMMERCIALE

Dans notre première partie, nous avons tracé un rapide parallèle entre la réhabilitation commerciale et la réhabilitation pénale. La loi nouvelle modifie quelque peu la situation et nous en devons dire quelques mots.

Elle a créé entre ces deux sortes de réhabilitation une différence nouvelle en attribuant aux tribunaux consulaires la connaissance des demandes en réhabilitation commerciale, alors que la réhabilitation pénale continuera d'être prononcée par la cour d'appel.

Elle les a par contre rapprochées un peu plus sur le point suivant : l'une efface le crime ou le délit, comme l'autre efface la faillite.

Mais le principal rapprochement que cette loi établit entre ces deux institutions, c'est la création pour la réhabilitation commerciale, de ce qui existait déjà pour l'autre, de deux variétés de réhabilitation l'une de droit et l'autre facultative. Pour cette dernière aussi, tant en matière com-

merciale qu'en matière pénale, il faut une épreuve dont la durée est plus ou moins longue, et pendant laquelle le condamné ou le failli a dû montrer qu'il cherchait vraiment à mériter son relèvement.

Comme sous l'ancienne législation, la réhabilitation commerciale peut être demandée pour le failli après sa mort, tandis que le condamné seul a qualité pour demander à être réhabilité pénalement.

Enfin comme autrefois la demande en réhabilitation commerciale peut être renouvelée une année après qu'elle a été rejetée tandis que la réhabilitation criminelle ne peut être demandée que deux ans après avoir été refusée.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS ACCESSOIRES

Nous avons terminé l'examen de la réhabilitation telle qu'elle est organisée par la loi du 30 décembre 1903. Il nous reste à étudier quelques questions subsidiaires rendues nécessaires par certaines dispositions de cette loi, ou destinées à la compléter. Aux termes de l'art. 612, 2^{me} alinéa, *le deuxième paragraphe de l'art. 634 c. instr. crim. est abrogé.*

Ce texte était ainsi conçu: *Les interdictions prononcées par l'art. 612 du Code de Commerce sont maintenues nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent.*

Il suffit de lire ce texte pour se rendre compte qu'il est en contradiction formelle avec le nouvel art. 612 c. com. Il était donc à peine utile de l'abroger. Toutefois le législateur a cru devoir le déclarer expressément.

En établissant la liquidation judiciaire, le législateur avait oublié d'introduire dans la loi du 4 Mars 1889 une disposition étendant aux liquidés l'art. 614. C. com.

Les principes généraux suffisaient pour per-

mettre au liquidé d'être réhabilité après sa mort.

Toutefois les législateurs de 1903 ont cru que par suite de cette omission, le liquidé mort ne pouvait être réhabilité, et ils n'ont pas voulu renouveler cette oubli. C'est ce qui nous explique la présence dans le texte de l'art. 3.

Les conditions de la réhabilitation sont les mêmes pour les liquidés que pour les faillis (même art).

L'art. 4 de la loi de 1903 déclare abrogées les dispositions contraires du décret organique du 2 Février 1852.

Nous savons que le texte ainsi visé, est l'art. 15 n° 17 du décret précité ;

Aux termes de ce texte les faillis non réhabilités ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales.

Il est évident que cet article ne pouvait subsister en présence de l'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1903, puisque sa prohibition était absolue, au lieu que celle de la loi est temporaire.

APPENDICE

Nous avons donc terminé l'étude de la réhabilitation organisée par la loi nouvelle.

Nous allons, en terminant, essayer d'examiner la valeur de cette réforme.

Voyons d'abord si elle échappe aux critiques que l'ancienne législation avait soulevées.

On reprochait à cette dernière, nous nous en souvenons, surtout son excessive dureté, mais aussi les inconvénients de sa procédure et les inégalités qui en résultaient entre la situation des faillis et celle des condamnés.

Il est incontestable que la loi nouvelle ne saurait être taxée d'une rigueur exagérée.

Non contente d'atténuer le régime des déchéances qui frappent les faillis, en leur rendant au bout de dix ans le droit de vote, elle a considérablement élargi le domaine de la réhabilitation et en a notablement facilité l'accès. Au failli revenu à meilleure fortune, elle offre la réhabilitation de droit qui est à vrai dire l'ancienne institution, mais singulièrement allégée par la réduction à cinq années du chiffre des intérêts qui doivent être acquittés.

Nous savons en effet que c'était la plus lourde des charges que la loi de 1838 faisait peser sur le malheureux demandeur en réhabilitation. Fardeau écrasant puisqu'il pouvait aller jusqu'à doubler et même tripler la dette, propre à faire reculer découragé ou vaincu le failli le plus résolu à se relever de sa déchéance.

Pour le failli moins heureux, elle organise la réhabilitation facultative, dont les conditions sont beaucoup plus douces encore.

Elle lui impose d'abord un temps d'épreuve de cinq ans, pendant lequel il doit multiplier les efforts pour désintéresser ses créanciers.

Après ce délai, mais seulement au cas de *probité reconnue*, elle exige simplement qu'il ait payé les dividendes qu'il a promis pour obtenir son concordat. Mais les faillis n'obtiennent pas tous un concordat, et avec la nouvelle loi ceux-là même peuvent demander la réhabilitation, auxquels le concordat a été refusé. Il leur suffira d'obtenir remise de leurs dettes ou même le simple consentement de leurs créanciers.

C'est beaucoup, on le voit. Et cependant nous croyons qu'on aurait pu faire davantage.

Le dernier alinéa de l'art. 605 ne nous semble pas de nature à recevoir dans la pratique une application bien fréquente : cette remise de dette consentie par les créanciers et ce consentement *unanime* à la réhabilitation nous semblent bien

difficiles à obtenir, à moins que les créanciers ne soient peu nombreux.

Mais surtout nous regrettons, avec M. Béren-ger, le rejet de la disposition relative au failli qui, malgré ses efforts persévérants, a été dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement. C'était peut-être la disposition dont l'adoption s'imposait le plus, et elle a été laissée de côté !

Sans doute, elle fut vivement critiquée, mais en dehors de quelques vaines déclamations, on n'apporta contre elle qu'un seul argument vraiment sérieux : or il vient précisément prêter une nouvelle force au texte qu'il devait combattre.

M. Fortier prétendit que cette disposition profiterait presque uniquement aux faillis malhonnêtes : « Nous avons vu, dit-il, des liquidés présenter une situation dont la sincérité n'était point établie, et voir leur liquidation convertie en faillite.

Et parce que ces gens auront vécu pendant dix ans sans faire parler d'eux, ils pourront être réhabilités du fait qu'ils viendront établir qu'ils avaient bien l'intention de se libérer, qu'ils ont fait quelques efforts, mais n'ont pu arriver à recueillir les sommes suffisantes pour désintéresser les créanciers, alors qu'il s'agit de commerçants mis en faillite parce qu'ils ne méritaient ni l'indulgence ni la considération, ainsi que le

prouve la conversion même de leur liquidation en faillite (1). »

Rien de pareil ne serait à craindre, dès lorsqu'il s'agit de réhabilitation facultative, puisque le tribunal jouit alors du pouvoir d'appréciation le plus étendu. Il est évident que, en présence d'un débiteur malhonnête, le tribunal s'empreserait de refuser la réhabilitation.

Pour M. Monis, la grande difficulté serait de vérifier si le failli a réellement fait tous ses efforts pour s'acquitter. « Comment juger si un homme a fait des efforts suffisants? Comment établir des faits qui ne peuvent pas être saisis dans leur réalité? Vous demandez au juge de pénétrer dans le for intérieur du justiciable et de juger un acte de sa conscience intime. » (2).

C'est pourtant bien simple, et point n'est besoin de pénétrer *dans le for intérieur* du failli pour savoir s'il a fait des efforts suffisants. Ce sera le plus souvent très facile, mais dans le doute le tribunal aurait toujours la ressource de refuser la réhabilitation.

Vient enfin l'objection principale présentée par M. Chaumié (3): « J'estime qu'entre un

(1) Séance du 15 novembre 1901. *J. Off.* du 16, p. 1317, colonne 3.

(2) *J. Off.* du 16 novembre 1901, p. 1319, colonne 3.

(3) Séance du 26 novembre 1901. *J. Off.* du 27, p. 1348, colonne 1.

créancier qui perd et un débiteur qui ne paie pas, toute la pitié ne doit pas aller au débiteur... Une considération domine à mes yeux tout ce débat. Les déchéances dont on nous propose de dégager si facilement les faillis, constituent une garantie en faveur des créanciers. A ces créanciers qui subissent une perte, avons-nous le droit d'enlever cette garantie ? Je ne crois pas. »

« Mais précisément ce texte eût été tout à l'avantage des créanciers. Il exigeait que pendant dix années, le failli eût fait tous ses efforts pour se libérer... Que ne feraient pas dans ce délai, la plupart des faillis, si une pareille perspective s'ouvrait devant eux ?

Quant aux garanties que l'on prétend atteintes par cette disposition, veut-on se donner la peine de considérer ce qu'elles produisaient alors qu'elles existaient entièrement ? Il y avait environ *une* réhabilitation pour *mille* faillites !

Telle qu'elle est, la loi est encore un adoucissement notable à l'ancien état de choses.

A la procédure ancienne on reprochait la trop grande publicité à laquelle elle livrait la demande en réhabilitation. Le débiteur domicilié loin du lieu de sa faillite, y jouissant de la considération de tous, pouvait hésiter à introduire une demande qui faisait infailliblement connaître sa faillite oubliée ou ignorée jusqu'alors.

Avec la nouvelle loi, il pourra au contraire se faire réhabiliter sans bruit.

De plus en attribuant compétence aux tribunaux consulaires avec appel à la cour, on établit deux degrés de juridiction ce qui est une garantie de plus.

Enfin l'équilibre est rétabli entre le failli et le condamné, et la loi nouvelle fait disparaître les inégalités qui soulevaient tant de protestations.

En somme, au point de vue théorique, la loi est satisfaisante; elle répond au mouvement d'opinion qui réclamait une réforme de la réhabilitation.

Mais c'est par la pratique qu'on peut vraiment juger une loi.

Celle du 30 Décembre augmentera-t-elle notablement le nombre des réhabilitations, pour le plus grand avantage des faillis et aussi de leurs créanciers?

C'est l'avenir qui le dira; tout ce qui nous est permis, c'est de le souhaiter.

BIBLIOGRAPHIE

BÉDARRIDE. — Traité des Faillites et Banqueroutes.

BOISTEL. — Précis de Droit commercial.

BRAVARD DEMANGEAT. — Traité de Droit commercial.

BULLETIN commentaire des lois nouvelles et décrets. 1904, n° 2, p. 33 (article de G. Fortier).

DALLOZ. — Répertoire alphabétique et supplément au répertoire.

ESNAULT. — Traité des Faillites et Banqueroutes.

JOURNAL Officiel.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial.

RENOUARD. — Traité des Faillites.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	4
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉHABILITATION SOUS L'EMPIRE DU CODE DE COMMERCE (LOI DU 28 MAI 1838)

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Conditions</i>	41
CHAPITRE II. — <i>Procédure</i>	28
CHAPITRE III. — <i>Effets</i>	42
CHAPITRE IV. — <i>Comparaison de la réhabili- bilitation commerciale avec la réhabili- pénale</i>	51
CHAPITRE V. — <i>Critique</i>	57

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉHABILITATION DEPUIS LA LOI DU 30 DÉCEMBRE 1903

CHAPITRE 1 ^{er} . — <i>Conditions</i>	75
Section I. — Réhabilitation de droit. . .	75
Section II. — Réhabilitation facultative.	93
CHAPITRE II. — <i>Procédure</i>	99

CHAPITRE III. — <i>Effets</i>	117
CHAPITRE IV. — <i>Comparaison de la réhabilitation pénale avec la nouvelle réhabilitation commerciale</i>	122
CHAPITRE V. — <i>Dispositions accessoires</i>	124
APPENDICE	127
BIBLIOGRAPHIE	133

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

D. DANJON.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZÉVORT.

